

Défense de l'Occident

Nouvelle Série — 16^e Année

Mars 1968 — N° 70

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Pour le centenaire de Charles Maurras : Le « défi américain »* 3
- François D'ERCE : *Leçons africaines* 24
- Pierre FONTAINE : *L'Incohérence pétrolière française* 35
- Dominique BELMONT : *Pour une droite spiritualiste* 41
- CHRONIQUE DU MOIS par Jacques POILLOT : *La révolte de la jeunesse — Le vingtième anniversaire du « coup de Prague » — La Belgique en morceaux* 61
- CHRONIQUE DES ARTS PAR F.-H. LEM : *A l'Institut néerlandais : tableaux français du Musée Mesdag de La Haye ; Art portugais : du nationalisme jusqu'à nos jours ; Peintures naïves américaines de la collection Garbisch ; Les Romains à Paris au Petit Palais* 68
- LES LIVRES DU MOIS : *Le soldat oublié* de Guy Sajer ; *Cinquante années de communisme* de Suzanne Labin ; *Les guérillos* de Lartéguy ; *1918, pourquoi la victoire* d'André Boissaud ; *La Grèce des colonels* de Marceau ; *Werner von Braun et l'épopée cosmique* de Karl Heinz Schonheer ; *Mirage contre Mig* de Bea et Dan 75
- DOCUMENTS : *L'Erreur judiciaire de Marzabotto* .. 85
L'Association des « Amis de Robert Brasillach » .. 93

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

Pour

Le po
nent au
ses pro
mandor
peler q
n'avons
gnifique
un exer
nous in
nerait t
où l'es
saire.

La pe
en cert
portanc
reste ca
une gé
drait d
auquel
ment q
une pé
ports h
nante q
quelles
homme

Pour le centenaire de Charles Maurras : Le « Défi américain »

Le poids du temps, l'évolution du monde moderne donnent au centenaire de Charles Maurras une signification que ses promoteurs n'avaient peut-être pas prévue. Nous demandons par conséquent qu'on nous excuse de ne rappeler que d'un mot le caractère d'un homme que nous n'avons jamais cessé de respecter et d'honorer et le magnifique courage intellectuel dont sa vie tout entière est un exemple. C'est la leçon que contient son œuvre qu'il nous importe non pas de juger, ce jugement nous entraînerait trop loin, mais de rappeler brièvement au moment où l'esprit qui l'anime nous est plus que jamais nécessaire.

La pensée de Charles Maurras peut se trouver dépassée en certaines de ses applications, cela n'a pas autant d'importance qu'on le croit généralement : son inspiration reste capitale et elle demeure une référence non pas pour une génération, mais pour une certaine catégorie, il faudrait dire pour une certaine *espèce* d'homme. Le principe auquel se ramène la pensée de Maurras, ce n'est pas seulement qu'une certaine époque de l'histoire de France a été une période idéale d'équilibre de la culture et des rapports humains, c'est au-delà de cet exemple, l'idée dominante qu'il existe des *lois naturelles* de la vie sociale, auxquelles sont attachés le bonheur et la paix entre les hommes et hors desquelles on ne peut rencontrer que la

division, la haine et le malheur de tous. De ce *naturalisme* fondamental dérivent les positions de Maurras en politique, c'est-à-dire à la fois ses théories et leurs applications conjoncturales. La monarchie est pour lui la meilleure forme de l'Etat parce qu'elle est celle qui obéit le plus étroitement aux lois et aux hiérarchies naturelles. Elle est un produit végétal dont la maturation a demandé des siècles, elle est le régime *sécrété* naturellement par la civilisation occidentale, elle respecte dans son fonctionnement, elle épouse même les accidents de terrain de la nature sociale, les droits acquis, les classes sociales, les privilèges des petits autant que ceux des grands, les particularismes provinciaux, et finalement les habitudes et les droits de l'homme lesquels se confondent. A l'époque où se forme et se vérifie sa pensée politique, Maurras ne peut imaginer en Europe que des Etats nationaux. La monarchie et l'unité nationale se confondent pour lui : la santé de la nation ne peut être assurée que par la soumission à ces *lois naturelles* qui sont le fondement de la monarchie. Et tant que le retour à la monarchie n'est pas politiquement possible, le devoir des hommes les plus conscients des périls engendrés par le XIX^e siècle, est de préserver la substance nationale contre les toxines et les forces de distorsion que la démocratie produit spontanément. La lutte contre la République est non seulement pour Maurras une lutte contre un régime politique néfaste, elle est une bataille contre l'intoxication croissante par les idées fausses, la corruption de la hiérarchie et des valeurs, l'infiltration des corps étrangers inassimilables, elle est une défense *médicale* de l'organisme national et par là une défense à la fois de la patrie et du type d'homme, du type de vie qu'elle produit.

De son courageux et long et utile combat, c'est le socle fondamental qui reste le plus solide. Les applications conjoncturales qu'il en a tirées peuvent être frappées de péremption parce que le monde a profondément changé depuis 1905. Mais le sens de ce combat demeure. Il est toujours juste, il fait appel à un instinct salutaire que les changements même nous rappellent et dont il nous faut sentir la nécessité.

C'est
ce cen
saire d
gnent
fonctio
savent
les div
certain
aujourd
ça aut
second
d'appl
de tou
non p
opinio
peut c
dans
de no
Charle

Que
le livr
améric

C'est
qui n'
se dre
comm
que M
définis
leur p
puissa
la rub
senau
Cette
« L'in

(1) D

C'est ce que nous tenions à souligner au moment de ce centenaire. Nos lecteurs savent, sans qu'il soit nécessaire de le répéter, combien nos positions actuelles s'éloignent des thèses qui furent soutenues par Maurras en fonction de la situation politique de son temps. Ils savent moins bien, mais ce n'est pas le lieu de les exposer, les divergences d'appréciation envers certains hommes et certains événements qui nous amènent à ne pas souscrire aujourd'hui à certains des jugements que Maurras prononça autrefois. Ces différences d'opinion sont, à notre sens, secondaires. Ce qui importe et ce qui est fécond, c'est d'appliquer à *notre temps* l'inspiration même qui fut celle de toute l'œuvre de Charles Maurras. C'est, à ce titre, et non pas en répétant comme des dogmes intangibles des opinions émises au temps de l'incident d'Agadir, qu'on peut donner à la pensée de Maurras un avenir. Et c'est dans cet esprit que nous regardons comme un devoir de nous associer à la commémoration que les amis de Charles Maurras ont organisée.

*
**

Que cette inspiration soit toujours nécessaire et féconde, le livre récent de Jean-Jacques Servan-Schreiber, *Le Défi américain* (1) nous le rappelle opportunément.

C'est le monde que Maurras n'avait pas pressenti, celui qui n'entrait pas dans la définition de sa politique, qui se dresse aujourd'hui devant nous comme un roc inconnu, comme une espèce d'île-fantôme monstrueuse. Les Etats que Maurras pouvait imaginer étaient des Etats qui se définissaient par leur force militaire et par le chiffre de leur population, par leur civisme. Dans cette carte de la puissance, la production industrielle n'intervenait que sous la rubrique « arsenaux ». On avait ou on n'avait pas d'arsenaux, Colbert avait donné des arsenaux à la France, etc... Cette conception a duré plus longtemps qu'on ne le pense. « L'intendance suit » se réfère ainsi aux pommes de terre

(1) Denoël éditeur, in-8° de 342 p.

de Parmentier, à la culture du ver à soie, au colonel-général de l'artillerie autant qu'aux conceptions logistiques de la Grande Armée. Le monde que Jean-Jacques Servan-Schreiber nous invite à explorer est un univers entièrement nouveau par ses dimensions, par sa conception et par ses moyens. Il est le contraire même de l'Etat militaire et civique que concevait Charles Maurras. Il ne connaît plus qu'une seule dimension qui est la dimension économique. Cette Europe que nous reprochions à Maurras de n'avoir pas su découvrir, cette Europe qui nous paraissait et qui nous paraît encore le recours suprême, la forme nouvelle que peuvent prendre les patries d'autrefois désormais déclassées, cette Europe même, M. Servan-Schreiber nous révèle qu'elle est petite, qu'elle est précaire, qu'elle est en effet le recours dernier, mais qu'elle est elle-même mise en danger par sa petite taille et par son impréparation. La question qu'il pose est justement celle qu'on n'osait pas jusqu'à présent se poser. L'Europe qui est votre espoir, nous dit-il, peut-elle être autre chose qu'une dépendance américaine ? L'Europe indépendante est-elle viable ? Nous nous sommes assez souvent interrogés sur ce point pour que la réponse *technique* de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber nous intéresse vivement.

Ce livre commence par un bilan. Nous assistons à un « débarquement américain en Europe », mais ce n'est pas comme on l'imagine généralement celui des confituriers, des marchands de frigidaires et des fabricants d'automobiles. Ce sont des firmes gigantesques par leur taille et leur organisation, des espèces de mastodontes financiers et économiques qui s'installent en Europe et s'y taillent de véritables empires commerciaux. D'après des chiffres qui remontent déjà à 1963, les firmes américaines contrôlaient en France à cette époque 40 % de la distribution du pétrole, 65 % de la distribution des pellicules, 65 % du matériel agricole, 65 % du matériel de télécommunications, 45 % du caoutchouc synthétique. D'après des chiffres de 1966, les Américains contrôlent en Europe 15 % de la production des biens de consommation (récepteurs radio et télé, appareils d'enregistrement), 50 %

de la production des semi-conducteurs qui remplacent les anciens tubes électroniques et sont indispensables dans la télévision, 80 % de la production des ordinateurs, 95 % du marché nouveau des circuits intégrés, ensembles miniaturisés dont dépendent les engins balistiques et la nouvelle génération des ordinateurs.

Ce « débarquement américain » a donc pour résultat de constituer des monopoles qui sont, les uns en cours de construction en ce qui concerne les biens de grande consommation dans lesquels les Américains sont les concurrents de l'industrie européenne, les autres dès maintenant complets et peut-être définitifs dans des industries de pointe qui commandent une grande partie de la production industrielle courante. Dans trois domaines fondamentaux, celui de l'aviation supersonique, celui des recherches spatiales et celui des ordinateurs, les Américains ont pris une avance telle qu'il n'est plus possible aujourd'hui à aucun pays européen de les rattraper, quels que soient l'énergie et les capitaux que ceux-ci puissent y appliquer, et que l'Europe même, si elle réunissait sous une direction unique la totalité de son énergie et de ses moyens, aurait les plus grandes difficultés à combler un tel retard.

Ces industries de pointe, c'est là un des postulats de M. Servan-Schreiber et nous verrons que son livre en comporte plusieurs autres, ne sont pas comme on le croit trop souvent des investissements de prestige. Non seulement les Américains se trouvent en possession grâce à eux d'un équipement très supérieur en qualité et en performances à celui de leurs concurrents, mais surtout ces recherches leur ouvrent des domaines entièrement nouveaux et leur permettent des découvertes dont le champ d'application est immense et qui commandent la plupart des grands circuits de production industrielle. Les Américains, grâce à ces recherches, ont donc plusieurs années d'avance sur toute l'industrie européenne et ces années d'avance leur permettent de disposer de matériaux et de notions techniques inconnues à l'Europe grâce auxquels, en des domaines en apparences très éloignés de ces recherches, ils peuvent offrir des prix très inférieurs

aux prix habituels en même temps qu'ils mettent sur le marché des objets d'une qualité technique très supérieure. Les barrages qu'on peut imaginer contre cette invasion sont illusoire, précisément parce qu'on n'oppose pas de barrages à la qualité. Si des mesures législatives discutables peuvent empêcher telle ou telle implantation (qui, dans l'état actuel de l'Europe, ne fait que favoriser nos partenaires qui sont en même temps nos concurrents), à longue échéance, il est clair qu'on se trouve en présence d'une civilisation plus avancée que la nôtre et produisant à meilleur marché des marchandises qui sont l'objet d'une énorme demande parce qu'elles sont le signe même de l'équipement moderne : et par conséquent il ne serait possible de se protéger effectivement contre la colonisation économique que par un bouclage complet du continent européen ayant pour objet de le maintenir au stade actuel de la civilisation.

*
**

Les questions que pose ce bilan sont déjà, dès le départ, considérables. On peut s'en rendre compte par la phrase que nous venons d'employer. M. Servan-Schreiber les résume en disant que nous assistons actuellement à une *deuxième révolution industrielle* qui risque d'apporter dans le monde autant de bouleversements que la première et dès maintenant nous nous apercevons que la question qu'il faudra finalement poser est la suivante : faut-il subir cette deuxième révolution industrielle ou faut-il lui imposer des normes ?

*
**

Cette première partie du bilan de M. Servan-Schreiber ne fait que reprendre en les groupant et en les orientant une partie des informations déjà connues du public. La deuxième partie de son bilan est plus neuve. Décrivant ce qu'il appelle la spirale de la croissance dans les grandes firmes américaines, M. Servan-Schreiber commence par insister sur un fait qui est bien connu, mais sur

lequel il donne des chiffres suggestifs. A la base de l'industrie américaine se trouve l'importance des budgets de recherche. Un chiffre est significatif à cet égard : chaque année les Etats-Unis investissent dans leur budget de recherche scientifique 17 milliards de dollars pendant que tous les Etats d'Europe réunis consacrent à ces mêmes investissements 3 milliards de dollars. A l'origine de ce que Jean-Jacques Servan-Schreiber décrit comme la spirale de la croissance, se trouve l'impulsion donnée par les commandes de l'Etat. Ce soutien financier gigantesque, que la guerre froide a constamment entretenu et accru, constitue comme un filet de sécurité qui permet à toutes les grandes entreprises de maintenir un volant considérable de recherches et d'expériences dans lequel leurs propres capitaux, déjà énormes par rapport aux capitaux européens, sont relevés par le budget fédéral. La spirale typique de croissance est alors résumée ainsi par M. Servan-Schreiber : « A l'origine la grande dimension permet de constituer un potentiel scientifique d'avant-garde ; à son tour ce potentiel pousse l'entreprise dans des voies nouvelles et la situe à la pointe du progrès, cette situation fait de l'entreprise un exécutant valable pour les grands projets gouvernementaux et lui procure alors une aide importante des pouvoirs ; cette aide renforce encore sa capacité de profit, donc sa croissance ; et le cercle du progrès s'ouvre ainsi en spirale ».

Mais à ce schéma classique du gigantisme capitaliste, Servan-Schreiber ajoute des considérations beaucoup moins connues tirées du rapport de Edward F. Denison en 1964 au *National Council on Economic Development* qu'il reproduit à peu près en entier. La thèse de Denison est que l'époque actuelle voit la fin du mécanisme de développement industriel auquel nous étions habitués au XIX^e siècle, et pendant la première partie du XX^e siècle, celui de la suprématie de la main-d'œuvre et des capitaux investis. Aujourd'hui ce qui classe une entreprise, ce n'est plus seulement le nombre de ses ouvriers et sa puissance financière, ce sont ses bureaux d'études, ses inventions, ses innovations technologiques et l'avance qu'elle peut prendre sur ses concurrents dans

les procédés de fabrication qui lui permettront d'établir des prix et des conditions de rendement qui la rendront maîtresse du marché.

Cette exigence moderne amène donc à attacher un prix considérable à l'acquisition des cerveaux. C'est ce qui résulte aussi bien des annexions de jeunes chercheurs et de techniciens d'avant-garde que les firmes américaines font en Europe et qui sont assez connus du public, que des chiffres de la formation technologique supérieure aux Etats-Unis. Un tableau cité par un professeur de l'Université de Washington établit que, aux Etats-Unis, 43 % des jeunes de vingt à vingt-quatre ans terminent leurs études à l'Université tandis que ce chiffre n'est que de 16 % en France, 7,5 % en Allemagne, 5 % en Grande-Bretagne.

A cela il faut ajouter ce qu'un grand économiste américain, Galbraith, appelle la *techno-structure* : c'est, à l'intérieur de chaque firme, un système de rapports infiniment plus souples que ceux que nous pratiquons, entre les équipes de recherche, les équipes de direction et les équipes de production, système qui se répercute à l'échelle du pays tout entier par des rapports inconnus en Europe entre les Universités, les grandes firmes industrielles et le gouvernement lui-même. « Le *management*, dit Mac Namara dans un rapport que cite également M. Servan-Schreiber, consiste à faire face intelligemment au changement ». Cette souplesse de l'entreprise américaine implique la collaboration de tous les services, y compris les services commerciaux, puisque finalement il s'agit avant tout de *vendre*. Les études de marché, les besoins de la clientèle, les modes de production, les nouvelles techniques, les inventions à venir, tout cela constitue les touches d'un clavier supérieurement sensible, beaucoup plus mobile et plus facilement orientable que les lourdes structures monolithiques des entreprises européennes et disposant à chaque instant des divers éléments qui permettent de comprendre et de maîtriser les situations. L'ordinateur, instrument indispensable mais restant seulement un instrument, est le sélecteur qui est constamment braqué sur l'horizon et qui analyse à chaque ins-

tant pour l'état-major de la firme les éléments de la situation présente.

Cette double maîtrise à la fois de la technique qui assure dans le matériau et la production une extraordinaire avance et de l'organisation qui permet d'utiliser au mieux et avec la souplesse d'une voiture tous terrains les circonstances, quelles qu'elles soient, qui se présentent, c'est là le secret de l'efficacité américaine. Combinée avec la puissance financière, elle assure à l'industrie américaine une telle supériorité que sa victoire totale sur l'industrie européenne ne fait pas le moindre doute si l'Europe reste ce qu'elle est actuellement : « Wilson redoute un nouvel esclavage de l'Europe », constate Mac Namara dans le rapport dont nous avons déjà parlé : de quels moyens dispose actuellement l'Europe pour s'opposer à cette nouvelle forme de colonisation ?

*
**

L'*actif* européen que l'auteur oppose à l'*actif* américain ne provoque pas moins de perplexité. Son exposé commence par une étude vigoureuse et impitoyable du Marché Commun. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber résume sa pensée d'une manière lapidaire : « l'Europe a créé un marché, elle n'a pas su créer une puissance ». Il commente cette lacune en soulignant avec beaucoup de force les trois échecs essentiels du Marché Commun. Les sidérurgies nationales n'ont pas réussi à créer une véritable communauté et se replient sur elles-mêmes ; l'*Euratom* a été un échec, chaque pays a pensé surtout à en tirer des contre-parties pour lui-même : nous nous trouvons là en présence d'un cas de polycentrisme communautaire qui rend manifeste l'impuissance des organismes actuellement créés à prendre des décisions et à les faire appliquer ; enfin le projet le plus réaliste, celui d'une communauté technologique proposé par l'Angleterre, semble dès maintenant voué à un avenir incertain. L'*Europe des marchés* est fondée sur une analyse périmée de la puissance économique dès maintenant dépassée par la concurrence américaine. La plupart des

grandes firmes européennes s'orientent déjà vers l'abdication, elles admettent qu'elles peuvent tout au plus prétendre à se maintenir à côté des grands monopoles américains en leur payant des redevances élevées pour leurs brevets d'inventions et pour leurs méthodes. Cette impuissance du Marché Commun à créer une dynamique démontre l'erreur, sur le plan économique tout au moins, de la formule de « l'Europe des patries ».

De solides analyses complètent cette vue initiale. La France et l'Angleterre ont réussi à mettre sur pied le projet du Concorde, mais cinq ans après son apparition le Concorde sera déjà périmé au profit des nouveaux Boeings supersoniques déjà mis en fabrication par les Américains. Les projets de création d'une industrie spatiale par l'*Eurospace* n'ont abouti qu'à montrer l'indécision des Etats européens, leur vulnérabilité aux manœuvres de la Russie et des Etats-Unis qui sont intéressés, bien entendu, à ce que l'Europe n'aboutisse à rien en ce domaine. Enfin, sur la question cruciale des ordinateurs, M. Servan-Schreiber montre que l'on peut être légitimement inquiet sur les conditions dans lesquelles l'Europe aborde cette bataille qu'il considère comme décisive.

La solution lui paraît être une Europe fédérale, thèse que nous avons toujours soutenue, car l'Europe des patries ou l'Europe confédérale n'est qu'une terminologie retardatrice qui consiste en réalité à refuser la réalisation de l'Europe. Au bout de son raisonnement, M. Servan-Schreiber voit également apparaître comme une nécessité une Europe fédérale forte. Nous saluons également avec plaisir cette autre découverte. Cette Europe fédérale forte lui paraît indispensable pour s'opposer à la puissance des *lobbies*. Elle devrait avoir pour but, selon M. Servan-Schreiber, d'aboutir à la création de grandes unités industrielles, agences fédérales de recherches et de prospective, qui seraient des organismes quasi autonomes à l'intérieur de l'Etat fédéral. Reprenant les termes d'un expert économique, M. Servan-Schreiber estime que ces complexes économique-scientifiques devraient être de véritables « unités biologiques » adaptées aux nouvelles conditions de la concurrence internationale. Il prend

soin, du reste, de rassurer son lecteur en lui affirmant que le front de défense de l'Europe contre les Etats-Unis se limite à un petit nombre de problèmes sur lesquels il suffirait que des pouvoirs précis soient délégués à l'autorité fédérale européenne, la plupart des mesures nationales pouvant rester, comme elles le sont à présent, la prérogative des différents Etats, ce qui est l'évidence même. On emploierait bien entendu dans cette Europe fédérale des méthodes inspirées de celles qui ont réussi aux Etats-Unis : priorité des grandes unités destinées à soutenir l'industrie de pointe et à protéger l'Europe contre l'invasion technique américaine (M. Servan-Schreiber estime avec un certain nombre d'experts que ces grandes unités devraient bénéficier de 75 % des investissements consacrés à la recherche et à la modernisation), intégration des marchés financiers européens pour pouvoir constituer des firmes d'une surface comparable aux firmes américaines, décisions prises à la majorité pondérée pour éviter l'immobilisme qui résulte de la règle de l'unanimité, effort puissant de formation technique et scientifique de manière à mettre l'Europe à égalité sur le plan de l'utilisation des cerveaux avec son concurrent américain.

*
**

Dans ce plan de défense de l'Europe sur la ligne du libre-échange (parmi tous les postulats de l'auteur, le principe du libre-échange tient une place éminente, il est considéré comme sacro-saint et hors de toute discussion), M. Servan-Schreiber rencontre des points de vue qui nous intéressent vivement, car nous avons montré constamment depuis des années notre préférence pour quelques-unes de ces solutions trop systématiquement négligées. Nous ne pouvons que souscrire à certaines formules de M. Servan-Schreiber que nous aurions pu écrire nous-mêmes.

Il y a très longtemps que nous avons posé dans les mêmes termes que lui l'objectif essentiel : « Faire

de l'Europe le foyer d'une civilisation autonome ou la laisser devenir une annexe des Etats-Unis ». De ce principe que nous avons posé il y a près de vingt ans et que nous avons été pendant très longtemps seuls à défendre, M. Servan-Schreiber tire très correctement des conclusions qui auraient pu paraître mot pour mot dans *Défense de l'Occident*. « Il ne sera pas possible, dit-il, d'abandonner aux Américains le secteur économique et d'aménager à notre guise les secteurs politique, social, culturel comme certains pourraient l'espérer... Les électeurs continueront de voter, les syndicats de revendiquer, les parlements de délibérer. Mais ce sera dans le vide. Le taux de croissance de l'investissement, la répartition du revenu national étant définis par le comportement de la puissance dominante, il n'est même pas besoin d'imaginer des colloques secrets entre les banquiers de Wall Street et les ministres européens pour comprendre que l'essentiel échappera aux procédures de la démocratie ». Et nous avons maintes fois annoncé dans des termes presque analogues la prophétie que M. Servan-Schreiber développe ensuite : « Quelques firmes dominantes, filiales des grandes entreprises américaines, détermineront la nature des rapports sociaux et les conditions d'existence des salariés : méthodes de travail, relations humaines dans la profession, critères de rémunération et de promotion, modes de sécurité de l'emploi. Leurs patrons, qu'ils soient européens ou américains, seront eux-mêmes des préposés jouissant d'une certaine marge d'initiative, mais dans le cadre des stratégies que les maisons mères ont pris l'habitude et ont le devoir de dicter à leurs départements dans le monde. Les capitaux américains, la gestion américaine ne s'arrêteront pas aux frontières de la culture. Aucun frisson sacré ne retiendra les managers de franchir le seuil de notre sanctuaire. Ils prendront la majorité et le pouvoir dans des sociétés qui domineront le marché de la presse, du livre, du film, du disque, et qui contrôleront demain la production des programmes de télévision. Les formules, sinon le détail des messages, seront importées. Les systèmes d'éducation pris au sens large, c'est-à-dire les chenaux de communication par lesquels

se tra
vie et
n'avon
lier q
soucie

Ce
contre
le dét
compt
respec
ritaire
entre
des tr
près e
Per I
corpor
pation
de vi
de l'e
au sab
des in
vaincr
envisa
à la d
contra
Qu'est
qu'est-
nécess
ductio
tive ?
conseil
M. Je
ment
dure a
mine
global
quoi, c
cipline
place.
sée de

se transmettent des habitudes, se créent des modes de vie et de pensée, seront dirigés de l'extérieur ». Nous n'avons jamais dit autre chose. Avouons qu'il est singulier que ce soit M. Servan-Schreiber qui soit tellement soucieux de cet avenir.

Ce n'est pas à ces formules que se bornent les rencontres singulières qu'on peut constater, au moins dans le détail. M. Servan-Schreiber se rend tellement bien compte de la nécessité d'un pouvoir autoritaire pour faire respecter la justice sociale et, en plus de ce pouvoir autoritaire, de la nécessité fondamentale de la collaboration entre les classes, qu'il en arrive à décrire l'association des travailleurs à une économie en croissance à peu près exactement dans les termes où, il y a dix ans, Per Engdhal, à *Défense de l'Occident*, définissait le corporatisme. « Des plans affectant à la fois l'occupation professionnelle, le lieu de résidence, le niveau de vie, tous les principaux paramètres en somme de l'existence, se heurteront à la résistance passive ou au sabotage s'ils sont conçus et mis en œuvre en dehors des intéressés. Il faudra leur apporter pour les convaincre des informations précises sur les motifs déjà envisagés, leur faire constater les contraintes, les associer à la définition des modalités des conversions, passer des contrats avec leurs représentants, bref, les reconnaître ». Qu'est-ce que cette structure *verticale* de la profession, qu'est-ce que ce dialogue constant sur les objectifs et les nécessités professionnelles à tous les échelons de la production, sinon l'essence même d'une construction corporative ? Plus loin, voici comment M. J.K. Galbraith, ancien conseiller du Président Kennedy et autorité suprême pour M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, définit le fonctionnement d'une économie dirigée. « Quelle que soit la procédure adoptée, elle exige que la puissance publique détermine chaque année l'augmentation des salaires qui est globalement compatible avec la stabilité des prix... Après quoi, dans chacune des industries qui obéissent à une discipline des prix, des comités tripartites seraient mis en place. Ils auraient à connaître sur une base décentralisée de l'application à cette industrie des directives gou-

vernementales ». C'est du corporatisme tout pur. De même que la formule qui propose un « haut degré de concertation des différents partenaires du jeu économique ». Et pour ma part, je ne désavouerais pas non plus la recommandation qui suit et qui concerne la part de contrainte indispensable pour combattre la toute-puissance des oligarchies financières « le réglage par des procédés indirects des revenus non salariaux ».

Hésitant entre l'autoritarisme qui lui paraît une conséquence inévitable de ses inquiétudes et d'autre part ses préférences idéologiques, M. Servan-Schreiber termine ce rapport si intelligent et si lucide quand il s'agit des faits, par un pari mystique qui est bien sujet à caution. Posant en principe que la justice sociale est un élément indispensable de toute économie de croissance continue, ce qui est parfaitement exact, et se défiant à juste titre des grands partis de la droite pour réaliser une telle politique, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se résout (sans trop d'enthousiasme) à faire porter à la Gauche la lourde responsabilité de cette bataille décisive, pour des raisons qui sont en somme de nature philosophique. La droite lui paraît dépositaire du scepticisme, de la défiance à l'égard des hommes, du pessimisme axiomatique qui est à l'origine de la plupart des régimes autoritaires. Dans la gauche, il voit au contraire un esprit de confiance en l'homme et de confiance en l'avenir. C'est avec assez d'étonnement, en somme, qu'on retrouve, au terme d'une enquête aussi énergique, ce vieil acte de foi aveugle dans le progrès qui est la tarte à la crème des penseurs et des hommes politiques qui se sont perdus dans la forêt.

*
**

Ce livre propose tant de sujets de réflexion que nous ne pouvons évoquer ici que les principaux. Nous y reviendrons du reste plus d'une fois, car l'avenir que nous prépare non seulement le « défi américain », mais la « société de consommation », est évidemment au centre de toute pensée politique qui refuse d'être un simple

accompagnement des événements ou une éloquente complainte devant la réalité.

En premier lieu, parmi les postulats qu'accepte avec beaucoup de légèreté — ou si l'on veut avec réalisme — M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, se trouve celui de l'excellence, fondamentale pour ainsi dire, d'une société en croissance perpétuelle. Quelquefois, fugitivement, l'auteur est saisi d'un doute. « La religion de la croissance risque de conduire à l'oubli des hommes et de leurs besoins ». Ce remords est de courte durée, il secoue aussitôt les oreilles et repart de plus belle au galop de l'enthousiasme. L'« Amérique dans trente ans » exerce sur lui une sorte de fascination. Les ordinateurs régneront. Leur miniaturisation leur permettra d'emmagasiner des quantités prodigieuses de documentation, tout ce que les bibliothèques, tout ce que des tonnes de rapports ont pu accumuler de renseignements sera codé. Le rêve futuriste d'une science universelle contenue dans une petite boîte met à portée de la main toutes les illusions de l'universalisme de la Renaissance. « D'ici 1980, il est raisonnable de penser qu'un très petit nombre d'ordinateurs pourront donc remplacer *toute la documentation écrite* existant dans le monde ». Comment résister à cette perspective ? Les ordinateurs seront alors tellement perfectionnés qu'ils répondront *en temps réel* d'un bord à l'autre de l'Atlantique grâce aux satellites. Des machines à écrire spéciales seront chargées du codage et du décodage, les réponses apparaîtront sur un écran ; vous demanderez le nombre d'obus tirés par la Grande Armée entre le 18 Brumaire et Waterloo, le chiffre de la population humaine au temps de Gengis Khan, les revenus de la classe ouvrière en 1789 dans les différents pays du monde et vous aurez la réponse instantanément.

Ce vertige de la science-fiction laisse M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, malgré sa solide formation, absolument sans défense devant les phantasmagories d'un prestidigitateur aussi suspect que M. Herman Kahn, le redoutable devin de *l'Hudson Institute*, que l'Amérique tout entière écoute comme un prophète. Cette admiration incontrôlée entraîne M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, dans

le sillage de M. Herman Kahn, à émettre des propositions dont le sens réel et l'incertitude non moins réelle semblent lui échapper complètement. Se fondant sur les calculs de son savant spécialiste, il écrit : « Dans trente ans, l'Amérique étant en situation post-industrielle, le revenu par tête devrait être de 7.500 dollars (35.000 F) par personne, la semaine de travail de quatre journées de sept heures, l'année se diviserait en trente-neuf semaines de travail et treize semaines de vacances, ce qui avec les week-end et les jours fériés donnerait 147 journées de travail par an et 218 journées libre de travail ». La vision de ce paradis terrestre réchauffe M. Jean-Jacques Servan-Schreiber d'un tel rayon de soleil qu'il oublie de se poser la moindre question. S'il s'était donné la peine pourtant de faire quelques comparaisons, il aurait certainement pensé à la surprise heureuse provoquée par un Herman Kahn de 1830 s'il avait annoncé aux ouvriers comme salaire futur la somme fabuleuse de 700 francs par mois. Cette comparaison nous avertit, pour commencer, qu'il serait prudent de corriger les pronostics de M. Herman Kahn par les coefficients d'érosion automatique de la monnaie, sans compter les à-coups et catastrophes historiques que M. Herman Kahn se déclare raisonnablement impuissant à prévoir. Même si l'on fait cette rectification (le franc lourd que nous utilisons en ce moment doit alors être divisé par trois et demi ou quatre), il faudrait encore se demander ce qu'un ouvrier français de 1830 aurait pu penser, si on lui avait prédit que cent trente ans plus tard, son salaire s'élèverait à 200 francs par mois. Dans ce temps-là, un repas au restaurant coûtait moins de vingt sous, une ouvrière vivait avec vingt-cinq sous par jour, un salaire de 40 francs par mois était un bon salaire mensuel pour un ouvrier, un salaire de 50 francs par mois était un salaire presque exceptionnel. Quel succès n'aurait pas eu l'Herman Kahn de ce temps s'il avait annoncé ainsi aux travailleurs de cette époque qu'ils gagneraient un jour un salaire mensuel supérieur à une solde de colonel ! Or, ces prix furent longtemps stables. Un Herman Kahn du XIX^e siècle aurait pu vaticiner aussi bien à la veille

de la guerre de 1914, alors qu'un lieutenant recevait encore une solde mensuelle de 100 francs. Que signifie donc ce paradis terrestre dans lequel l'Américain moyen disposera du revenu fabuleux correspondant à un *revenu national* de 7.500 dollars par tête (ou 35.000 francs) si l'on ne nous indique pas en même temps ce que coûtera un repas, le loyer d'un appartement, une paire de chaussures ? Que signifient ces loisirs qu'on nous annonce si l'on ne nous dit pas à quoi nous pourrons les occuper ? M. Servan-Schreiber ne laisse-t-il pas passer le bout de l'oreille quand il lui échappe quelque part une allusion aux « satisfactions tangibles, et nobles, que promet une économie en continuelle expansion » ? Ce « et noble » entre deux virgules, est un acte de foi naïf qui ne corrige qu'imparfaitement l'appel au pur matérialisme que contient son enthousiasme. Est-ce cela seulement que nous devons payer d'une lutte constante, d'une énergie qui n'admet pas la moindre défaillance ? Est-ce que cette terre promise mérite qu'on mobilise pour elle toutes les forces d'un continent ? En quoi différons-nous des Russes auxquels le gouvernement soviétique promet de génération en génération une félicité de cette espèce qui recule à mesure qu'on fait des efforts pour s'en rapprocher ? Cette prospective scientifique peut rendre assurément des services en quelques domaines, mais nous ne devons pas nous dissimuler non plus qu'elle est vulnérable par ce même aspect de « science-fiction », que nous signalons et qui risque de faire sourire les gens sérieux.

Ce scepticisme, quand il commence à s'infiltrer, provoque bien d'autres questions. En quoi l'aviation supersonique, par exemple, est-elle un progrès indispensable pour l'humanité ? Pourquoi devons-nous nous désespérer si c'est un Boeing américain qui traverse en deux heures l'Atlantique pour transporter des hommes d'affaires dont 999 sur 1000 des Européens ne feront jamais partie ? Pourquoi faut-il se donner tant de mal pour maîtriser les techniques spatiales à seule fin de disposer de satellites artificiels comme relais d'une télévision mondiale, si quelque jour un inventeur, infiniment plus utile à l'humanité à notre sens que ceux que nous célébrons, découvre le

moyen de brouiller sans appel les images qui seront distribuées par ces circuits ? L'avance scientifique, les secrets dont on est l'exclusif propriétaire, ont-ils finalement d'autre sens profond que de donner la maîtrise *militaire* du globe et la possibilité d'imposer *par contrainte* sa volonté à des territoires étrangers ? Ce n'est pas un hasard sans doute si l'état de guerre froide a été à l'origine des recherches et des progrès qui ont été réalisés à la fois en U.R.S.S. et aux U.S.A. C'est la domination du monde qu'annoncent ces monstres. La domination économique des continents, leur colonisation n'est qu'un *ersatz* de celle-ci. Et finalement, quand M. Servan-Schreiber lui-même nous désigne comme le principal instrument de la domination des grands monopoles américains, les énormes royalties (elles sont déjà de 15 % à l'heure actuelle) que les firmes européennes devront payer pour utiliser leurs inventions, que fait-il donc que nous rappeler que la grande loi du capitalisme libéral est l'*usure* et que c'est à cette *exploitation usuraire* de l'homme que sa société en perpétuelle croissance nous ramène en réalité ? Même lorsqu'elle prétend s'organiser pour nous en protéger.



Sur la valeur de cette civilisation mercantile, j'ai trop souvent dit ce que je pensais depuis quelques mois pour que j'éprouve le besoin d'y revenir longuement. La civilisation exclusivement économique qu'on nous propose tourne le dos à la civilisation et elle tourne le dos à l'homme. L'ingéniosité des cerveaux, la coopération de toutes les équipes d'une firme pour ouvrir des marchés et les exploiter d'une façon rationnelle, les efforts pour imposer une marque et éliminer des concurrents, nous paraissent des objectifs très secondaires de l'activité humaine. C'est sur le caractère, sur l'énergie, sur la loyauté et le civisme des hommes que se sont toujours fondées les nations. Ce sont des qualités viriles et non pas des qualités d'ingéniosité que les grandes cultures ont toujours placées en tête de leur hiérarchie. C'est le sens

de la mesure qui détermine cet équilibre d'un certain moment qui est ce qu'on appelle une *civilisation*. M. Servan-Schreiber le sent aussi bien que nous d'ailleurs lorsqu'il rappelle le mot d'un technicien qui trouva presque par hasard cette formule frappante qu'il ne faut pas « subir le progrès ». Or, qu'est-ce qu'il nous propose d'autre que de *subir le progrès* en nous désignant comme antidote de l'américanisation une américanisation non-américaine ? Sa préoccupation finale est bien, en fait, la même que la nôtre. Il ne propose cette résistance que pour substituer *un jour* à l'économie de consommation autre chose que l'économie de consommation. Mais quand ? Dans cette rivalité en perpétuelle croissance, comme il dit, où nous arrêterons-nous ? A quel moment la sagesse, la mesure feront-elles entendre leurs voix ? A quel moment commencera-t-on à travailler pour les hommes ?

Je trouve touchantes et très justes ces phrases de Simone de Beauvoir que rappelle Jean-Jacques Servan-Schreiber : « Socialiste ou capitaliste, dans tous les pays l'homme est écrasé par la technique, aliéné à son travail, enchaîné, abêti. Tout le mal vient de ce qu'il a multiplié ses besoins alors qu'il aurait dû les contenir... Tant qu'on continuera à créer de nouveaux besoins, on multipliera les frustrations... Seule une révolution morale et non pas sociale ni technique ni politique ramènerait l'homme à sa vérité perdue ». Puisque nous sommes en train de faire collaborer Simone de Beauvoir à *Défense de l'Occident*, collaboration non moins étrange que celle de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, citons encore Robert Buron dans *Objectif 1972* parlant de ce même livre. « *Objectif 1972* pense que le type de société décrite dans le *Défi américain* est surtout un défi à l'homme et que c'est faute d'imaginer d'autres chemins possibles que les hommes prennent ceux qui conduisent à la réalisation de ce modèle... Nous sommes entrés dans le temps de la « grande aliénation » : celle de l'homme vis-à-vis de la science et de ses applications techniques ; plus dramatique que l'aliénation sociale dénoncée par le marxisme, elle conduit au déséquilibre de l'être humain. L'homme « dépassé » par les découvertes scientifiques risque de glisser

dans un déséquilibre mental définitif si la société de consommation sous l'aiguillon du profit met en application les nouvelles techniques sans souci de l'être humain ».

Nous irons plus loin que ces vœux pieux. Le mal, il faut l'appeler par son nom, ce n'est pas seulement la société de consommation mais tout le mécanisme du libre-échange. Seul un barrage contre les lois impitoyables qui sont nées de la soi-disant libre-concurrence, donnera aux hommes une chance de construire quelque chose qui échappera à la fatalité de la production et du matérialisme. Aussi, quand Jean-Jacques Servan-Schreiber veut « créer un pôle distinct du pôle américain comme du pôle soviétique », imaginer une « troisième civilisation industrielle de grande taille », je ne peux que lui répéter la phrase que j'écrivais en 1948 dans un livre qui fut solennellement condamné : il est essentiel, pour obtenir ce résultat, que l'Europe devienne, pour les idées comme pour les marchandises de l'étranger, « une île escarpée et sans bords ». Car les idées et les marchandises sont inséparables. On ne peut combattre l'Amérique par l'Amérique. Etre nous-mêmes, retrouver notre propre génie, c'est « nous fermer ». C'est dans cette citadelle, c'est dans cette réserve que nous puiserons notre force. C'est de notre terre que vient toute sève. Comme pour toute plante. Ce n'est ni la gauche ni la droite qui mèneront le combat, ce sont les hommes d'Europe qui veulent le rester. Je n'ai rien à dire ici que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'ait dit lui-même. Si l'on veut que l'Europe existe, dit-il, il faut « qu'elle ait une pensée personnelle, qu'elle ait une éthique, qu'elle ait une politique : c'est là où nous sommes le plus en retard. L'absence de pensée originale européenne est encore plus nette que l'absence de personnalité technologique ». Je me borne à répéter, en vain du reste, depuis vingt ans, que, pour que l'Europe ait en effet une personnalité propre, une invention propre et une politique propre, il faut qu'elle commence par ne pas se laisser imposer sous le nom de libre-échange le primat de l'économique et les conditions mêmes de ce qui lui est étranger.

*
**

C'est ici que nous retrouvons la sagesse profonde de Charles Maurras. Le génie de l'Europe est de retourner aux « lois naturelles », non pas aux lois économiques naturelles qui ne mènent qu'à l'usure et à la férocité implacable de la jungle, mais à un système de rapports équitables et loyalement consentis des hommes entre eux, fondé sur le respect des formes naturelles de la vie et sur la hiérarchie des véritables valeurs. Car celles-ci contiennent en elles-mêmes non pas cette justice absolue qu'il est vain de faire espérer aux hommes, mais les solutions équitables acceptées par la plupart, que des dirigeants loyaux, honnêtes, et nécessairement énergiques, peuvent seuls imposer à une société, issue de cents ans d'anarchie libérale, qui ne connaît que l'avidité, l'hypocrisie et le désir effréné de jouissance.

Maurice BARDECHE.

Leçons africaines

Nous avons déjà eu, à maintes reprises, l'occasion d'entretenir nos lecteurs de ce vaste continent qu'est l'Afrique (1). C'est que l'intérêt qu'il convient de porter à cette région du globe est extrêmement vif et ceci pour plusieurs raisons.

D'abord parce que l'Afrique, dans la stratégie communiste mondiale, est une véritable plaque tournante : elle doit servir à prendre l'Europe à revers (« Paris passe par Alger »). Ensuite parce qu'elle groupe une infinité d'ethnies, de langues et d'institutions dont nous avons découvert l'existence, depuis 400 ou 500 ans (2) mais avec lesquelles nous ne nous sommes familiarisés que depuis le début du xx^e siècle et qui, par leur diversité même, forment un très riche domaine d'étude.

Mais surtout il se trouve que nous avons actuellement sous les yeux un continent où surgissent des phénomènes d'une valeur scientifique inespérée : pour la première fois peut-être l'Histoire — science sans expérimentation possible — nous permet d'assister à une grande échelle et comme dans une éprouvette à une effervescence et à des bouleversements considérables.

Or il apparaît très vite que cette effervescence et ces bouleversements sont non seulement des sujets sans cesse renouvelés d'observations, mais qu'il est également possible d'en tirer des enseignements. L'Europe pourra par exemple saisir sur le vif l'impact de la civilisation industrielle qu'elle subit depuis un siècle sur des sociétés qui en sont actuellement à l'état de la Grèce archaïque ou de la Gaule pré-romaine. L'Occident pourra, de son côté, étudier s'il le désire l'influence et les résultats du communisme dans ces pays.

Bref il y a là, pour nous autres Européens, non seulement à observer mais aussi à apprendre. C'est pourquoi

nous avons choisi d'intituler *leçons* cette suite de notes sommaires destinées à composer un ensemble de réflexions sur le passé, le présent et l'avenir de l'Afrique noire, en marge de l'actualité économique et politique de cette région.

I

Une « politique coloniale » française ?

Il convenait, avant toute observation sur l'état actuel de l'Afrique, de rappeler un certain nombre de faits précis et indiscutables qui éviteront des confusions ou des erreurs dus parfois à l'ignorance et plus souvent à la mauvaise foi.

Il faut d'abord songer que la France n'a obtenu Cotonou qu'en 1968, qu'elle n'a fondé Conakry qu'en 1890, qu'elle n'a créé la Côte d'Ivoire qu'en 1893 et qu'elle n'a conquis le royaume d'Abomey qu'en 1894 : il y a de tout cela moins d'un siècle. Il faut remarquer aussi qu'en 1863 Dakar n'avait que 1950 habitants et qu'elle en compte aujourd'hui 375.000 avec ses banlieues. On sait enfin qu'en 1910 l'ensemble de l'A.O.F. ne comprenait guère que 6.716 Européens (sur 3 millions de km²) pour 11,4 millions d'autochtones alors qu'en 1966 ils étaient respectivement 80.000 et 23,8 millions.

Ces chiffres montrent assez que le tricentenaire de la présence française à Saint Louis ne doit pas faire illusion sur le degré de la colonisation française en Afrique noire, où d'ailleurs toutes les tentatives de peuplement ont échoué. Rien de commun donc avec une Algérie où notre présence fut *effective* pendant plus d'un siècle, qui eut dès ses débuts un statut métropolitain en matière politico-économique et où le peuplement occidental fut très important. Au reste on sait que la population indigène y a presque décuplé alors que celle de l'A.O.F. s'est contentée de doubler depuis le début du siècle : c'est dire la différence des efforts colonisateurs dans l'une et l'autre région.

Un fait significatif de cette disparité est constitué par l'implantation respective des réseaux ferroviaires, utile référence pour une évaluation de la mise en valeur de

ces différents territoires. Alors qu'à la fin du XIX^e siècle la configuration ferroviaire générale de l'Algérie était fixée, celle de l'A.O.F. n'existait pas encore (3) hormis quelques ébauches de tronçons. A l'heure actuelle, d'ailleurs, le programme défini en 1902 par le Gouverneur général Roume *n'a toujours pas été achevé* : on entrevoit ce que fut notre politique coloniale en Afrique noire...

Tandis que les résidents français en Afrique noire saisirent immédiatement les problèmes qui se posaient, la métropole refusa longtemps de les résoudre, ou entreprit d'y apporter des solutions totalement inadéquates. Or, si les avis étaient consultés en Afrique, les décisions se prenaient à Paris. C'est ainsi que les plus grands problèmes africains furent souvent résolus à Paris par des parlementaires qui n'y connaissaient rien et que préoccupait bien davantage l'évolution quadriennale de leurs fiefs électoraux.

Un épisode est particulièrement significatif à ce propos : c'est celui du fameux Kayes-Niger. Le Parlement, que le massacre de Flatters au Sahara avait dissuadé de voter un Transsaharien, s'était laissé attendrir en 1880 par un projet de liaison Sénégal-Niger. L'idée avait été lancée par Faidherbe dès 1854. Un quart de siècle après la Chambre acceptait de la matérialiser non sans avoir rogné de la manière la plus imprudente le projet présenté, uniquement par souci d'économie.

Le système de la régie directe acheva de compromettre l'entreprise : le vote tardif des crédits qui faisait arriver les matériaux... à la saison des pluies, la remise en cause annuelle du budget, l'amputation imprudente et absurde du projet, l'engagement du personnel spécialisé *au fur et à mesure* des vides laissés par la fièvre jaune (4) d'où de longues périodes d'attente des techniciens, aboutirent finalement à dépenser 14 millions de l'époque pour ne construire que 53 kms de voie en 3 ans. S'étant avisé de ce beau gâchis, le Parlement ne trouva rien de mieux que de couper les crédits, évitant bien de rechercher les causes de l'échec !

On comprend, après cet épisode, que les Colonies, se passant désormais d'une Chambre métropolitaine incom-

pétente et aux idées courtes, entreprirent seules de construire elles-mêmes leurs chemins de fer en utilisant leur budget local et en recourant à des emprunts. Le résultat fut remarquable, et les lignes obtinrent assez vite des coefficients d'exploitation honorables (63 % pour l'A.O.F. en 1937) alors que la métropole avait estimé leur rentabilité presque nulle et indigne de l'investissement.

De sorte que, paradoxalement, le réseau ferré actuel de l'ex-A.O.F. est plus dû aux efforts méritoires des Liotard, Roume, Angoulvant qu'à la France et à ses députés. C'est d'ailleurs une règle générale de la politique coloniale de la France de n'avoir été définie et mise en pratique qu'aux Colonies et que par des individus à mentalité de pionniers.

Il n'est qu'à comparer le superbe projet britannique de la liaison Cap-Caire, pratiquement réalisé (5), et les piètres résultats obtenus en France par le projet non moins magnifique du Transsaharien : lancé peu après 1870, il fut d'abord interrompu par le massacre de la mission Flatters en 1881. Relancé en 1890, il fut relégué aux archives par la guerre de 1914-18. Repris par une poignée d'entêtés soutenus par l'ensemble des Gouverneurs coloniaux, il devint projet de loi en 1930, pour être derechef enterré en 1932 à cause du « malaise du franc ». L'Etat français l'exhumait à nouveau pour faire voter la loi du 22 mars 1941, mais on sait hélas ce qu'il advint du Gouvernement de Vichy. Et ce n'est pas le Gouvernement de 1946, malgré l'affiliation en bloc du Rassemblement démocratique africain (R.D.A.) au Parti communiste, qui songea à réaliser, on s'en doute, cette loi de 1941.

Cette odyssée suffit à elle seule à définir le caractère principal de notre « politique coloniale » qui est d'avoir été inexistante. A preuve encore le fait que les actuels Etats africains, acculés par une récession économique inévitable pour des entités non-viables, soulèvent périodiquement le problème du Transsaharien : le Mali aurait sans doute préféré s'acoquiner avec l'Algérie mais le Dakar-Niger le rend esclave du Sénégal pour sa survie économique ; le Tchad voit l'essence augmenter de 8 fois son prix entre le Nigéria et Fort-Lamy ; le Niger doit transiter par la Nigéria pour la quasi totalité de son commerce...

II

Décolonisation

Alors que les autorités locales, toujours très compétentes et passionnément amoureuses de leurs territoires et de leurs populations (6) se soucièrent surtout d'adapter les institutions européennes à la société africaine en tenant compte de ses structures coutumières et en supprimant tout vestige du colonialisme mercantile (pratique du portage à tête d'hommes par exemple, pourtant inévitable au départ), la métropole ne sut guère qu'exporter, sans aucun souci des résonances possibles et des adaptations nécessaires, l'idéal de 1789.

Les missionnaires enseignant déjà l'égalité fondamentale des hommes devant Dieu (7) — ce qui à certaines époques eut des résultats humanitaires incontestables. Les enseignants, tout en donnant sans rire les Gaulois pour ancêtres aux Bambara ou aux Wouloffs et en leur enseignant les subtilités du régime fluvial de la Garonne, prêchèrent eux aussi les principes démocratiques.

La III^e république n'eut plus qu'à transposer tout ceci sur le plan politique, en distinguant dans les Colonies des *communes* dont les habitants eurent le privilège de la citoyenneté française. La IV^e république étendit logiquement à tous cette citoyenneté assortie du suffrage universel (8) en 1946 pour déboucher sur « l'Union française » et pour finir par la loi-cadre qui, en 1957, balkanisait l'A.O.F. en territoires quasi autonomes, malgré l'opposition assez catégorique de plusieurs dirigeants africains. La V^e république n'eut plus qu'à entériner la disparition de notre empire colonial en Afrique noire par une « Communauté » inconsistante qui se limite en fait, aujourd'hui, à la communauté du tiroir-caisse.

Mais l'évolution démocratique ne s'arrête pas là puisque les nouveaux Etats ont repris le flambeau jacobin. Tel meneur qui naguère fustigeait, avec raison, la balkanisation de cette magnifique entité économique qu'était l'A.O.F., surveille aujourd'hui avec la jalousie d'un tigre les bornes de son territoire fixées à la règle et au compas au XIX^e siècle, reprenant avec enthousiasme cette notion de

« la ligne bleue des Vosges » qui a fait tant de mal à l'Europe.

Et l'on poursuit également, dans l'enclos des frontières, la logique de 1789. C'est ainsi par exemple que le Parti dahoméen de l'unité (créé en 1960) s'assignait pour objectif premier de « combattre le régionalisme sous toutes ses formes » : en Europe comme ailleurs la « démocratie » n'est que la manière la plus répandue d'imposer une centralisation totalitaire. Nous voyons aujourd'hui en Afrique se répéter les actes de cette monotone et cruelle tragédie jacobine où les minorités réelles sont écrasées au nom d'une utopique majorité pseudo-électorale (8).

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir plus avant sur les méfaits du jacobinisme en Afrique et de voir l'usage qui en est fait par les Etats actuels qui l'ont repris, parfois textuellement, des diverses constitutions républicaines de la France. Il nous suffit pour l'heure d'avoir rappelé très succinctement ce qu'a été la décolonisation de l'Afrique noire française et de noter son caractère pacifique (9) différent de celui, combien plus sanglant, de l'Algérie ou du Congo belge.

S'il n'y a pas lieu de faire pour le moment le bilan de la décolonisation, non plus que de porter sur elle un jugement de valeur, il faut noter cependant que la décolonisation de l'Afrique n'est nullement une invention gaulliste (elle n'est pas plus originale que la force de frappe), ni même celle de la IV^e république, mais qu'elle est partie intégrante des principes sur lesquels nous fondons depuis deux siècles notre politique : elle résidait dans le système comme le ver dans le fruit.

Là encore il est paradoxal de constater que la décolonisation a commencé à l'époque de ce qu'on a bien à tort appelé la « conquête » : l'une des grandes idées maîtresses des combats qui nous opposèrent au XIX^e siècle à certains royaumes africains n'était ni plus ni moins que la lutte contre l'esclavage et Faidherbe, sans s'en douter, menait une politique que l'on qualifierait aujourd'hui de « libération nationale ».

III

Esclavage et colonialisme

A ce propos, et sans envisager ici le problème du « néo-colonialisme », il est bon de mettre les points sur les i dans celui du colonialisme tout court dont le pire des crimes aurait été, on le sait, l'esclavage. Un « historien » marxiste, Endré Sik (10), n'hésite pas à affirmer que l'Europe et l'Amérique du XVIII^e siècle eurent l'esclavagisme comme principal moteur économique. Selon cet auteur, qui n'a manifestement jamais quitté Budapest, ni mis les pieds en Afrique, les Européens auraient entrepris, par corruption ou par pression, de transformer les chefs locaux de la côte en agents intermédiaires pour la traite des régions intérieures.

Cette thèse est d'autant plus commode qu'elle permet de justifier la « coopération » qui devient ainsi pour les progressistes africains une forme de « dommages de guerre » : le sous-développement de l'Afrique n'est dû qu'aux déportations massives subies par ce continent et il est hors de doute que sans cette ponction humaine l'Afrique serait aujourd'hui aussi prospère que les pays occidentaux.

Las, c'est oublier le rôle immense joué par les Arabes dans le domaine de l'esclavage, et dans l'histoire de l'Afrique : « Ils furent les initiateurs de la traite en Afrique dès avant l'ère chrétienne et n'y renoncèrent qu'à la fin du XIX^e siècle » (11). Ce commerce se fit jusqu'à cette époque par la côte orientale d'Afrique et par le Soudan. Nul doute que s'il y eut des chefs locaux initiés à la profession lucrative d'agent négrier, ce fut d'abord par les Arabes qui furent seuls en contact avec l'Afrique noire jusqu'au XVI^e siècle.

C'est oublier que la plupart des grands royaumes africains (Ghana, Mali, Sonraï, etc.) furent fondés par des Berbères ou des Arabes et que les Almoravides qui mirent le Cid en échec à Valence étaient partis du Soudan. Et c'est ignorer aussi que l'esclavage fut, jusqu'au XIX^e siècle (où les Européens entreprirent de l'interdire par la force), une constante des sociétés africaines, pour la sim-

ple ra
que l
serfs
teur
res qu
lemen
zia de
rapide
vente

C'es
ipso
de l'e
Europ
de ch
res n
fois t
nom

Les
locau
dre s
hasar
leur
dernie
locau
celui
du Ca
(1879)

Si
dès l
siècle
bes, e
jusqu
qui in
tout
négric
habita
ses s
Leone
de ce
Oté

ple raison que ces sociétés étaient de type féodal (12) et que les populations étaient divisées en hommes libres, serfs et esclaves. Serfs et esclaves constituaient le moteur économique de ces sociétés et provenaient des guerres que ces multitudes de royaumes se livraient continuellement. Les captifs étaient réduits en esclavage et la *razia* devenait ainsi la source la plus commode et la plus rapide d'un potentiel de production. Accessoirement la vente des captifs pouvait être d'un bon rapport.

C'est dans ces sociétés où la plupart des chefs sont *ipso facto* négriers qu'il convient de replacer le problème de l'esclavage. Et on comprendra alors aussitôt que les Européens n'eurent nul besoin de monter des expéditions de chasse à l'esclave, pas plus que les équipages de navires n'eurent à partir en guerre contre des royaumes parfois très structurés et dans une région qui mérita le surnom de « tombe des hommes blancs » par son climat.

Les négociants n'avaient qu'à s'adresser aux roitelets locaux et, après avoir passé contrat à l'amiable, à attendre sur les côtes et en de rares points d'escale que les hasards de la guerre et les grandes voies commerciales leur amènent cette denrée commerciale. Jusqu'au siècle dernier les Européens restèrent ainsi tributaires des rois locaux, qu'il s'agisse du commerce des esclaves ou de celui des marchandises : il fallut demander au damel du Cayor un traité pour construire le Dakar-Saint-Louis (1879).

Si l'esclavage fut pratiquement interdit aux Européens dès le début du XIX^e siècle (et encore s'était-il avec les siècles sérieusement humanisé), il continua pour les Arabes, et surtout pour les Noirs jusqu'à la fin du XIX^e siècle, jusqu'à l'entrée en jeu politique et militaire de l'Europe, qui interdit toute guerre entre Noirs et par conséquent tout approvisionnement. Le dernier en date des grands négriers fut ainsi le « résistant patriote » Samory : « Les habitants capturés par ses troupes étaient échangés par ses soins contre des armes et de munitions à Sierra Leone et au Libéria. C'est le dernier chasseur d'esclaves de cette malheureuse région » (13).

Oté l'esclavage, cette tarte à la crème du progressisme

africain, que reste-t-il du colonialisme européen pour le différencier du colonialisme arabe qui le précéda et de l'auto-colonialisme africain qui subsistait ? Bien peu de choses en réalité. Et ce n'est pas de l'exploitation économique de l'Afrique qu'on peut faire grief à l'Europe : on a vu le souci qu'a eu si peu la France de créer les moyens de mise en valeur de l'A.O.F. L'absence même de politique coloniale, malgré des réussites locales, suffit à montrer que le colonialisme s'est borné essentiellement à des anecdotes.

IV

Une leçon de racisme

On parle beaucoup, à l'heure où nous écrivons, de l'Afrique du Sud dont la participation aux Jeux de Mexico soulève un tollé général en Afrique. En effet, la politique d'apartheid (14) suivie par ce pays serait en contradiction avec les termes de la charte olympique. On ne voit guère la justification de cette indignation si l'on songe que l'Afrique du Sud offre à sa population bantoue un taux de scolarisation supérieur de cinq fois à celui du Libéria et de dix fois à celui de l'Ethiopie (le plus ancien pays indépendant d'Afrique).

C'est pourtant au nom du racisme que Sir Elexander, représentant du Kenya au comité olympique, avait refusé en son temps la participation de l'Union sud-africaine aux Jeux de 1964 et que le Kenya en a fait de même lors de la récente déclaration du Conseil supérieur du sport en Afrique.

Au même moment, la conscience universelle criait haro sur la Grande-Bretagne pour avoir refusé d'accueillir plusieurs milliers d'Indiens dans un pays qui en compte déjà assez pour connaître les inévitables problèmes posés par l'existence d'un fort prolétariat allogène. M. Tom Mboya, ministre kenyan du développement, a choisi à ce propos de parler de « racisme ».

Le cocasse de ces deux anecdotes est que c'est précisément le Kenya qui a expulsé brutalement et sans préavis sa population asiatique au nom de « l'africanisation » du pays.

Nou
mais c
groupé
ment
nos pa
ou mé
qu'il s
Kenya
que do
cilie-t-
dans l
l'expul
En
tique
ainsi a
cain e
lations
Le S
mais p
des ré
tive d
exemp
sont r
d'entr
Hutus
de 35
et ext
merou
127 B
Kinsh
et où
des c
Jan
les O
cains
pays
Nou
pour
vainc
de la

Nous n'avons aucune objection contre *l'africanisation*, mais qu'est-ce qu'une *africanisation* sinon l'élimination de groupes sociaux minoritaires au nom de critères purement raciaux ? L'équivalent de *l'africanisation* serait dans nos pays par exemple, à l'encontre des minorités juives ou métèques d'Occident, *l'europanisation* de la Finance qu'il serait intéressant d'envisager en effet. Comment M. Kenyatta, qui ne doit son pouvoir qu'à l'appui britannique dont il fit l'objet contre l'opposition communiste, concilie-t-il les droits imprescriptibles de l'homme affirmés dans la charte de l'O.N.U. et la constitution du Kenya, et l'expulsion massive de résidents de race asiatique ?

En vérité, *l'exode constitue actuellement l'attitude politique de masse la plus répandue en Afrique*, qui renoue ainsi après une courte période de paix avec le passé africain empli tout entier des récits de migrations de populations massives.

Le Soudan accueille sur son territoire 12.000 Erythréens mais poursuit depuis douze ans une extermination raciale des résidents noirs des provinces du Sud (expédition punitive de Torit début 1967 : 450 morts, pour ne citer qu'un exemple concret). Plusieurs dizaines de milliers de Tutsi sont réfugiés au Burundi depuis le massacre de milliers d'entre eux après la prise du pouvoir par leurs rivaux Hutus au Ruanda. Trois pogroms permettent le massacre de 35.000 Ibos au Nigéria. 30.000 Touareg sont traqués et exterminés au Mali par les Soudanais. A Tombel (Cameroun), un « acte de banditisme » voit l'assassinat de 127 Bamilékés par les Bakossis. Sans parler du Congo-Kinshasa qui s'est rendu fameux par ce genre d'exploits et où des milliers de personnes vivent (et meurent) dans des camps de réfugiés, voir de concentration.

Jamais en 5 siècles de présence européenne en Afrique les Occidentaux n'ont tué autant de Noirs que les Africains depuis 5 ans. Va-t-on plus longtemps laisser à ces pays le droit de nous accuser de racisme ?

Nous concevons, à l'énumération de ces chiffres, que pour les humanitaristes sincères, qui essayent de se convaincre depuis leur puberté de l'inexistence des races et de la bonté naturelle des hommes, la chose soit bien

amère. Quant à nous, si nous déplorons ces tueries sanglantes, elles ne nous étonnent pas : nous étions depuis longtemps convaincus de l'existence de races, d'ethnies, de clans et nous ne faisons qu'en enregistrer, jour après jour, les preuves.

François d'ERCE.

(1) *Défense de l'Occident* a consacré en particulier à l'Afrique son numéro 53-54 (1965).

(2) C'est en 1482 que Bartholomé Diaz double pour la première fois le cap de Bonne-Espérance, mais la colonisation proprement dite (et la traite) ne commence qu'au milieu du XVI^e siècle.

(3) En 1880 l'Algérie compte déjà 1.100 kms de voies ferrées, l'A.O.F. zéro. En 1938 le déficit du réseau algérien représente 75 % des recettes. En 1937 le déficit du réseau de l'A.O.F. représente moins de 40 % seulement des recettes.

(4) Pour la première ligne de Côte d'Ivoire un Français en moyenne est mort par kilomètre de voie posée.

(5) En 1949, sur les 11.000 kms qui séparent Le Cap du Caire, 7.500 étaient constitués par des voies ferrées qui permettaient, en 14 changements, de joindre les deux capitales.

(6) « Faidherbe, Gallieni, Pietri, Borgnis-Desbordes, si énergiques en face du péril, d'un sang-froid stupéfiant dans des situations désespérées, sont des négrophiles en képi » (*Rev. des 2 Mondes*, 1885, p. 673).

(7) En vertu de quoi M. Sekou Touré déclarait en 1961 : « Aucun responsable de l'Eglise catholique ne sera accrédité auprès de nous s'il n'est pas africain ». Voir notre paragraphe 4.

(8) 90 % des 4 millions de Guinéens sont analphabètes. Il y en a 96 % au Sénégal, 86 % au Maroc et le reste à l'avenant.

(9) Hormis les incidents de Madagascar en 1947, seule la Côte des Somalis offre aux colonisateurs quelques difficultés. Il s'agit du reste plus d'une querelle ethnique interne que d'une hostilité générale contre la France.

(10) Endré Sik, *Hist. de l'Afrique noire*, Budapest, 1961.

(11) Ch. A. Julien, *Hist. de l'Afrique*, Paris, PUF, 1941, p. 69.

(12) Au Ruanda la minorité Tutsi se distribuait dans la classe aristocratique et dirigeante, utilisant la majorité Hutu aux travaux de la terre. Voir notre paragraphe 4.

(13) H. Labouret, *L'Afrique précoloniale*, Paris, PUF, 1959, p. 69.

(14) Politique *pacifique* de discrimination raciale si l'on veut bien oublier la fusillade de Sharpeville, dont on parle beaucoup plus que du massacre de la rue d'Isly, par exemple.

L'incohérence pétrolière française

Un jour — c'était le 4 mars 1957 — M. Pierre Guillaumat déclara publiquement que, dans quatre ans, la production du pétrole saharien rattraperait la consommation française. L'orateur avait compté sans « l'événement » pourtant prévisible. En 1968, la production saharienne est toujours très éloignée de couvrir les besoins nationaux en hydrocarbures.

M. Pierre Guillaumat, haut technocrate, véritable dictateur du pétrole, en France, depuis 1944, président de deux petits trusts à majorité étatique (E.R.A.P. et S.N.P.A.) et administrateur de bien d'autres sociétés, a publié un article pétrolier dans la *Revue de défense nationale* dans lequel il fait l'éloge de sa « politique » du pétrole. C'est assez drôle pour les initiés qui n'ignorent pas que notre pays dépend à 95 % des importations étrangères.

Ce polytechnicien reconnaît néanmoins, bien après nous, qu'« en dépit d'une concurrence probable de l'atome, à longue échéance », le pétrole a encore pour ce siècle « un rôle majeur à jouer ». C'est parce que nous sommes persuadés, depuis longtemps, de ce rôle majeur que nous ne cessâmes de stigmatiser les carences, indifférences, incompétences, et peut-être autre chose, des responsables du pétrole français. M. Pierre Guillaumat enfourcha une longue suite d'erreurs et d'errements, véritable tradition

polytechnicienne en matière pétrolière. Car la France ne doit pas à ses ingénieurs des mines la révélation du pétrole français de Parentis en 1954 puisque découvert par une société américaine.

Il faut aussi rappeler qu'en 1925, nous commençons nos campagnes en faveur du pétrole nord-africain, dont nous reconnaissons l'existence et que l'on ne découvrira qu'en 1956 !

Ingénieur des mines en Indochine, M. Pierre Guillaumat ne fut pas attiré par l'odeur du pétrole de la Plaine des Joncs pour lequel les Américains se battent au Vietnam ; ingénieur des mines en Tunisie, il ne trouva rien, mais depuis que les Français ont renoncé à leur protectorat les hydrocarbures se manifestent et s'exploitent en divers endroits. M. Pierre Guillaumat dut s'expliquer devant des commissions parlementaires pour des abandons, trop rapides semblait-il, de la participation totale et légitime de la France dans *l'Iraq petroleum Cy* et sur l'introduction de trusts étrangers en Tunisie. Nous expliquâmes déjà tout cela ainsi que son rôle dans l'affaire Conrad Kilian, et nous écrivîmes que nous considérions M. Pierre Guillaumat comme l'élément moteur néfaste d'une politique réaliste du pétrole français.

Notre récent ouvrage, première histoire politique du pétrole français (1) provoque un certain émoi chez les personnes habituées à considérer l'avenir au-delà du bout de leur nez, et même au-delà du gouvernement en exercice. Les hommes d'affaires montrent généralement plus de lucidité que les politiciens et les fonctionnaires irresponsables. Il est dommage que certains de ces derniers n'assistent pas aux questions posées à l'issue de causeries contradictoires pétrolières provoquées par des aéropages divers. Bref, l'histoire et le bilan tracés dans notre livre constituent une condamnation de conceptions pétrolières sans réalisme et sans imagination. (Le mutisme sur ce problème n° 1 de l'activité économique de notre pays est autant remarquable à droite qu'au centre et à gauche. Le pétrole, par la puissance de ses moyens financiers, continue à inspirer des craintes aux politiciens qui ont, parfois, recours à ses

caisses noires). M. Pierre Guillaumat ne se trompa point sur les responsabilités que nous lui fîmes porter dans la situation pétrolière angoissante de notre pays. Aussi, dans la *Revue de défense nationale* y répond-il par l'éloge de sa politique en souhaitant que les partenaires du Marché Commun s'en inspirassent.

Fort heureusement, les Cinq sont plus sagaces que lui, ils préfèrent ne pas jouer au poker pétrolier, une partie qui peut devenir mortelle, car un polytechnicien peut être un bon technicien, mais un mauvais diplomate, et dix ouvrages sur le pétrole indiquent que nous eûmes raison en permanence contre les fonctionnaires du pétrole ne risquant que l'argent des contribuables. Nos vieux correspondants du Moyen-Orient et d'ailleurs sont beaucoup plus compétents et se trompent rarement. (Notons tout de même qu'ayant signalé dans notre dernier livre les gisements dédaignés de l'Est et de l'Aude, nous pourrions avoir du nouveau dans ces régions si les recherches sont faites sérieusement. Nous aurions plus de chances d'aboutir en confiant ces prospections à des équipes soviétiques munies d'appareils de forage semblables à ceux débarqués en Algérie l'année dernière).

M. Pierre Guillaumat croit géniale sa politique de diversification des sources de pétrole, avec les pays du tiers-monde (arabe), depuis les nouveaux accords avec l'Iran, l'Irak... A quels tarifs « compensateurs » (comme en Algérie), personne n'en souffle mot. Au moment où, à la porte de l'Europe, la Libye — qui s'annonce bien le réservoir de pétrole le plus fantastique du monde décelé par Conrad Kilian — va pouvoir fournir un pétrole allégé de 22/25 F par tonne sur le frêt maritime venant du Golfe Persique. Il y a plus grave (en attendant le moment propice de révéler la participation française, officielle, dans la rébellion nigérienne, par la majorité, de l'*Erap*, trust étatique, dans la *Safrap* et la *Safrex*, affaires paraguayennes créées en 1962 et 1964).

La politique arabe menée par la V^e République ne semble valable qu'avec elle, puisque, du P.S.U. à Lecanuet, y compris beaucoup d'éléments de l'U.N.R., la tendance est pro-israélienne. Quand la quatrième guerre israélo-arabe,

qui chauffe doucement, éclatera, si le gouvernement français milite pour une autre tendance moyenne-orientale, les avantages consentis aujourd'hui peuvent être tout simplement rayés d'un coup de plume demain ; il y a le précédent du *Yemen Development Corp.* (américaine), des sociétés de prospection (américaines et allemandes) en Syrie, de la nationalisation des péroles d'Irak en août 1967 et de la confiscation des cinq sociétés pétrolières U.S. en Algérie ; sans compter les avances subies par la France pour conserver une partie du pétrole saharien, les mises sous séquestre (provisoires) du *pipeline* du Sud-tunisien par Bourguiba, etc... En cas de variation diplomatique française, tous les milliards investis risqueraient de se transformer en poussière. Miser sur le pétrole arabe, c'est jouer à qui gagne perd quand on ne dispose pas d'une force à proximité. La *Shell* en sut quelque chose en Egypte puisque Nasser nationalisa ses exploitations égyptiennes en 1966.

On n'ignore plus en haut lieu, qu'une reprise des hostilités israélo-arabes avec expansion du conflit aux supporters de chaque camp, s'accompagnerait d'une manœuvre tactique impitoyable = le blocage absolu du pétrole arabe vers l'Occident allié d'Israël. Les roitelets pétroliers qui prétendraient continuer à faire de la monnaie avec leur pétrole, verraient leurs puits flamber. Répétons que la flotte sous-marine soviétique est la plus puissante du monde (plus de 1.200 submersibles disent les Anglais) et peut patrouiller en permanence sur les routes maritimes suivies par les *tankers* dont les grosses masses de 100.000 tonnes et plus seront des cibles meilleures. Même en cas de pro-arabisme de la France, fera-t-on une discrimination en faveur du pétrole « français » ? Lors de la crise de Cuba les armateurs indépendants n'osèrent pas enfreindre le blocus pétrolier décidé par les anglosaxons. Or, la flotte pétrolière française est insuffisante.

Durant ces vingt dernières années, les *nouveaux* investissements dans les pétroles du monde libre se sont élevés à 190 milliards de dollars, soit 90.000 milliards d'anciens francs (Chiffre de la *Chase Manhattan Bank*, groupe Rockefeller). Si le sort des armes ne favorisait pas les

Arabes
cher l
(comm
tage
affaire
que.

Rien
persis
premi
contin
peut-ê
frança
ment
n'est
les so
pétrol
tralie)

La
natio
britan
bles.
craint
sol et
trouve
En F
M. Pi
tres
schist
tie de
ans q
du m
et no
appro
angoi

Pre
l'hexa
frança
— ar
frères
les m

Arabes, les moustiques pétroliers français paieraient cher leur frénésie de pétrole arabe sur le dos des trusts (comme ils vont le payer au Nigeria). Il n'est pas davantage certain qu'une victoire soviéto-arabe arrangeât les affaires intérieures françaises, donc leur optique économique.

Rien, absolument rien de réaliste, dans la politique persiste à ignorer que l'*oil* est, avant tout, une matière première diplomatique. Alors, les monstrueuses illusions continuent à se donner libre cours ; on a l'impression, peut-être fausse, de « mise à l'abri » d'énormes capitaux français... récupérables, le cas échéant, en cas de changement de régime (le précédent de la Cie du Canal de Suez n'est pas perdu). L'idée commence à ramper puisque les sociétés étatiques ou semi-étatiques cherchent du pétrole dans tous les coins du monde (du Canada à l'Australie)... sauf en France.

La Grande-Bretagne, malgré ses puissants trusts internationaux soutenant avant tout les intérêts nationaux britanniques, eut la claire vision d'événements inéluctables. Elle essaie de les prévenir ; elle s'est mise, dans la crainte d'un blocus pétrolier, à fouiller activement son sol et les fonds sous-marins le long de ses côtes. *Et elle trouve des hydrocarbures en quantité impressionnantes.* En France, aucune hâte, aucune frénésie des services de M. Pierre Guillaumat, dans les endroits repérés, terrestres et *off shore*, ou avec six milliards de tonnes de schistes bitumeux dont elle pourrait tirer une large partie de ses besoins en carburant. Si, depuis plus de vingt ans que la direction du pétrole se trouve entre les mains du même homme, la France avait eu un épicier en gros et non un polytechnicien pour s'occuper d'un magasin approvisionné en permanence, le pays serait à l'abri des angoisses et des chantages au ravitaillement pétrolier.

Prendre une *Revue de Défense Nationale* (2) même de l'hexagone, pour justifier une telle « politique » du pétrole français est l'indication probante qu'à part M. Pompidou, — ancien directeur général de la « Banque Rothschild frères » hautement qualifié dans les affaires pétrolières — les ministres ne connaissent rien de ce problème. Navrant

pour les cinquante millions de Français motorisés à un titre quelconque ou dépendant d'un travail pétrolo-chimique, et tragique pour leur avenir économique que l'on soude aux versatilités et aux désinvoltures de la politique extérieure.

Pierre FONTAINE.

(1) Cf. *L'aventure du pétrole français*, du même auteur.

(2) Je n'aurais pas eu connaissance de cet article sans l'envoi de la revue par un lecteur, officier supérieur, ayant ponctué rageusement le texte de coups de crayon bleu, avec cette note : « *Il répond à votre livre avec une notion de la stratégie datant de l'époque de son père, le général... en 1914* ». Nous passons les autres appréciations sous silence.

Dominique BELMONT

Pour une Droite spiritualiste

Pour l'instant, une doctrine authentiquement spiritualiste ne peut être brutalement affirmée, si elle veut devenir bientôt efficace : nous sommes dans la position des philosophes du XVIII^e siècle, qui n'auraient pas été écoutés, et qui auraient fini par être emprisonnés, s'ils avaient voulu proclamer leur athéisme devant tous. Ces philosophes n'ont pu triompher qu'en révélant progressivement leur pensée véritable : c'est la Franc-Maçonnerie qui a répandu leurs idées, et qui a préparé la révolution française.

De même aujourd'hui, nous ne pouvons attaquer de front l'opinion publique façonnée depuis le XVIII^e siècle par les philosophes : si nous disions que le suffrage universel ne doit pas être maintenu sous sa forme actuelle, et que le dogme de l'égalité abstraite mène à la mort de toute civilisation, que la race est une valeur qui doit être reconnue sans être adorée, que le mythe du 18 juin 1940 et de la « Résistance » est un des grands mensonges de notre temps, si nous affirmions ouvertement notre devise : « Qualité, Harmonie, Générosité », nous nous heurterions aussitôt à cette coalition du silence qui condamne actuellement au départ tous les défenseurs de l'histoire non officielle et de la vérité non matérialiste.

En fait, les militants de droite ou d'extrême-droite qui refusent, la liberté-caprice, l'égalité avide, et la fraternité de la guillotine prônées par la révolution française, sont devenus incapables de briser cette coalition du silence, et ils le savent : au fond, ils n'y croient plus, ils ont une mentalité de vaincus, ils mènent un combat d'arrière-garde, ils font un baroud d'honneur, ils ressassent leurs souvenirs, mais ils ne préparent pas cette grande révolution de droite, qui seule est « dans le sens de l'histoire ».

*
**

Ce qui nous distingue donc d'abord profondément de certains militants de droite, c'est que nous sommes décidés à vaincre, c'est que nous croyons de toutes nos forces à la victoire future d'une droite rénovée : nulle résignation secrète, nulle démission inconsciente dans nos rangs, mais la certitude inébranlable que seuls les militants de la vraie droite incarnent l'avenir, face à une gauche aujourd'hui triomphante, mais déjà sclérosée, car fondée sur un matérialisme primaire et infantile.

Nous sommes donc très différents des militants de la droite actuelle, d'abord parce que nous voulons préparer chaque jour avec intensité la victoire de notre doctrine : car ce qui me frappe de plus en plus, chez ces militants de droite (par ailleurs lucides et courageux), c'est le manque de foi dans l'avenir, c'est le pessimisme amer, certes préférable à l'optimisme stupide de la gauche, mais bien loin de la jeune espérance de droite.

Ce manque de foi dans l'avenir est lié en fait à un manque de conviction doctrinale. Ces militants de droite n'ont pas su approfondir leur doctrine, ils s'en tiennent à une présentation littérale de la vérité, ils confondent sans cesse ce qui relève d'une mentalité passagère, et ce qui relève de la vérité éternelle, ils sont en majorité immobilistes, et en figeant ainsi la vérité dans son enveloppe provisoire, ils deviennent aussi dangereux et aussi nuisibles sur le plan politique que sur le plan religieux : un Maritain, qui défend la lettre du Thomisme au lieu d'en sauver l'esprit par un effort de synthèse entièrement nou-

veau, un faux disciple de Maurras qui s'enferme dans un nationalisme sectaire au lieu de sauver le patriotisme français en l'ouvrant au patriotisme européen, sont infiniment plus nuisibles à la vraie droite que tous les Marxistes et progressistes : un certain Thomisme figé fait actuellement plus de mal à l'Eglise Catholique que l'athéisme de Sartre, un certain nationalisme qui se croit Maurrassien fait actuellement plus de mal à la France que le communisme de Waldeck-Rochet : en voulant sauver la lettre, ils tuent l'esprit, ils transforment les causes qu'ils défendent en causes perdues d'avance, ils livrent de l'intérieur les citadelles qu'ils prétendent fortifier, ils ouvrent l'Eglise aux assauts du matérialisme scientifique, et les nations européennes aux assauts de l'Amérique et surtout de la Russie.

*
**

Face à cette droite figée dans l'immobilisme néo-thomiste, la droite nouvelle doit préparer cette réconciliation en profondeur entre la raison et la foi, que Saint Thomas sut réaliser au XIII^e siècle, mais qu'il entreprendrait d'une façon totalement différente aujourd'hui ; et face à cette droite figée dans le nationalisme « Maurrassien », la droite nouvelle doit préparer cet épanouissement du patriotisme français au sein d'un patriotisme européen, que Saint Louis sut réaliser au XIII^e siècle, mais qu'il entreprendrait d'une façon totalement différente aujourd'hui. Prendre pour modèles Saint Thomas et Saint Louis, c'est rejeter avec une égale violence le néo-thomisme et le nationalisme, c'est refuser toute imitation, même lointaine, du XIII^e siècle, afin de renouer avec ce qu'il y eut de plus fécond au XIII^e siècle, afin d'incarner à nouveau cette tradition qui ne se maintient qu'en reniant toute copie du passé.

Mais si nous refusons l'immobilisme intellectuel ou politique, ce n'est pas pour tomber dans le progressisme, qui, en voulant changer la lettre, tue l'esprit : la voie étroite de la vérité passe entre ces deux écueils, et demande une tension incessante de l'esprit, un refus con-

tinuel des solutions de facilité. Loin d'être la voie d'un juste-milieu signifiant médiocrité, ou d'une prudence signifiant lâcheté, ce chemin est celui du combat incessant, et de la véritable audace intellectuelle : car l'immobilisme ou le progressisme sont des formes de paresse pour l'esprit, et il est bien plus difficile de tenir les deux bouts de la chaîne, que ce soit sur le plan spirituel ou temporel. En prônant une droite vigoureuse ni immobiliste, ni progressiste, nous nous ferons attaquer par tous : les immobilistes nous traiteront de progressistes, et les progressistes nous traiteront de « fascistes ». Car la gauche, en vingt ans de propagande incessante, a réussi à créer chez la plupart un réflexe conditionné qu'on pourrait résumer ainsi :

« droite vigoureuse = fâchiste = petite brute à cerveau sous-développé = camp de concentration ».

Il faut reconnaître que c'est du beau travail, et qu'on ne pourra plus détruire ce réflexe par des arguments rationnels : la seule solution est de prouver le mouvement en marchant. Prouvons, par nos actes, que nous ne sommes pas de petites brutes à cerveau sous-développé.

*
**

Il ne faut pas compter sur les démocraties actuelles pour sauver la liberté, car elles sont déjà incapables de résister au communisme : encore quelques années, et elles s'écrouleront telle la France de 1940, à la première poussée sérieuse de l'ennemi. Déjà, la jeunesse étudiante est gangrenée, à un point qu'elle ignore elle-même : tout étudiant de vingt ans est un lecteur en puissance du *Nouvel-Observateur*, un membre en puissance du P.S.U., un soutien en puissance du Front Populaire. A l'image du pays, de ses cadres et de ses masses, la jeunesse flirte avec le communisme, et par peur d'être violée, elle se prostitue déjà tous les jours. Ces risettes actuelles au parti communiste, cette fameuse « ouverture à gauche » dont rêvent tous les hommes politiques actuels, traduisent une réalité, hélas de plus en plus forte : le parti communiste

sera bientôt la seule force cohérente sur l'échiquier politique, et digérera sans effort nos chers progressistes, dont la naïveté égale la fatuité.

Tout le monde se situe donc aujourd'hui par rapport au parti communiste : mais personne ne se situe par rapport à la vraie droite, car cette vraie droite n'existe pas sur le plan politique. Certes, on a tué les meilleurs en 1945, et le meurtre de Brasillach restera le symbole de cette époque qu'on ose encore appeler libération et qui a vu s'installer la dictature camouflée de la gauche ; certes, il y a eu le combat courageux de Tixier-Vignancour : mais il n'y a pas de « doctrine Tixiériste », et son « capitalisme populaire » n'est que le vieux libéralisme mis à la sauce américaine ; en nous proposant comme modèle cette société américaine, Tixier-Vignancour a montré qu'il n'était en rien d'extrême-droite, et qu'il se rangeait pleinement dans le camp des modérés.

Bien sûr, dans l'immédiat, nous préférons suivre le modèle américain plutôt que le modèle russe, et nous trouvons absolument catastrophique ce renversement des alliances préparé par sept ans de propagande Gaulliste : nous nous insurgeons avec force contre cet antiaméricanisme si facile et si bête qui s'est incrusté dans les masses, en sept ans de démagogie gaulliste : nous méprisons toute cette presse française qui crache sur les soldats américains, sur ceux qui meurent chaque jour pour défendre notre liberté, et nous trouvons très grave cette désorganisation actuelle de l'Alliance Atlantique, fruit des initiatives Gaullistes.

Mais là encore, il faut distinguer stratégie et tactique : de même qu'aux élections législatives, il faut préférer une coalition de « centre-gauche » à une coalition gaulliste, de même faut-il sauver dans l'immédiat l'Alliance Atlantique, et reconnaître que notre protection à tous dépend pour le moment du parapluie atomique américain, et non de la bombette française ; il faut surtout refuser l'illusion si répandue aujourd'hui, à savoir que le loup soviétique s'est transformé en doux agneau, prêt à se jeter dans nos bras par peur du tigre chinois, il faut donc ne pas se laisser prendre au piège de la propagande actuelle,

et il faut adopter une tactique résolument « pro-américaine ».

Mais plus la tactique est souple, plus la stratégie doit être rigide, si l'on ne veut pas être corrompu par cette souplesse même : sauver dans l'immédiat l'Alliance Atlantique, ce n'est pas vouloir américaniser l'Europe, mais c'est vouloir qu'elle ne soit pas soviétisée, tout en préparant l'indépendance progressive et réelle de l'Europe Occidentale, et tout en dénonçant cette pseudo-indépendance de la France d'aujourd'hui.

Cependant, à quoi bon l'indépendance de l'Europe, si c'est pour imiter le modèle américain ? En réalité, faire l'Europe, c'est rejeter à la fois le modèle russe et le modèle américain, c'est créer un modèle européen neuf et original, capable de rassembler peu à peu les autres régions de la terre. Car seule l'Europe peut créer cette unité « organique » dont le monde a besoin ; seule aussi, elle est capable d'humaniser ce monde moderne dont elle est responsable. L'Europe a conquis le monde par les armes : elle doit maintenant l'unifier par les cœurs ; elle doit surtout briser ce carcan matérialiste, aussi fort à l'Est qu'à l'Ouest, mais plus dangereux à l'Est, car s'appuyant sur une idéologie qui imprègne toute la jeunesse Occidentale : de sorte qu'il faut opposer à la gauche matérialiste une droite spiritualiste, en créant ainsi un pôle d'attraction pour toute cette jeunesse qui bascule en ce moment du côté de l'extrême-gauche, mais qui attend en secret, comme chaque génération, cet appel de l'héroïsme, que seule la vraie droite peut lui lancer.

*
**

Certains diront : mais pourquoi employer ce terme de « droite », qui va vous isoler totalement, et risque de vous coller l'étiquette « fasciste » sur le dos ? Vous voulez un patriotisme européen, vous refusez le nationalisme fermé de la droite actuelle, et vous dénoncez le fascisme ; vous prônez, à bien des égards, une politique de gauche, puisque vous voulez l'aide active de l'Europe aux mou-

vements révolutionnaires du Tiers-Monde, puisque vous refusez avec la gauche cette « dictature de l'argent » et cet égoïsme des possédants qui caractérise la droite actuelle, puisqu'à vos yeux la hiérarchie, nécessaire dans une société, doit être fondée sur le mérite, et non sur le privilège de l'argent... Alors pourquoi vous enfermer dans ce terme de « droite », qui gardera toujours le sens, sinon de « fasciste », du moins de « réactionnaire », en dépit de toutes vos dénégations ? Ces termes de « droite » et de « gauche » ne sont-ils pas dépassés aujourd'hui ?

Justement, c'est là une erreur trop répandue : loin d'être dépassée, l'opposition « droite-gauche » garde toute sa valeur, car elle correspond à une *réalité*, même si les termes sont souvent pervertis par l'usage courant.

Cette perversion actuelle des termes éloigne de la vraie droite presque toute la jeunesse : car tous, vous pensez, après 150 ans de propagande à sens unique, que la droite, c'est le passé, et que la gauche, c'est l'avenir. Tant que cette conviction sera incrustée dans le cerveau de chacun, on aura une droite honteuse et une gauche triomphante : mais le jour où les hommes de droite, libérés de tout complexe à l'égard de la science moderne, auront la certitude inébranlable d'être « dans le sens de l'histoire », et proclameront leur conviction absolue d'incarner l'avenir, face à une gauche qui incarne un passé déjà révolu ; le jour où la droite sera tellement fière d'être à droite, que l'on considérera avec étonnement, avec stupefaction, cette époque de gauche où l'homme crut s'affranchir du mystère, et sombra dans une mentalité plus primitive que celle de toutes nos préhistoires, car plus proche de l'animalité ; le jour où la droite triomphante, dégagée de toutes les compromissions d'argent et d'immobilisme qui l'ont ternie un certain temps, accueillera et transfigurera les valeurs aujourd'hui incarnées dans la gauche, mais sans cesse avilies par cette suffisance fermée, par cet orgueil Faustien, qui est au cœur de la gauche moderne ; le jour où le visage de la droite ne sera plus celui des vieux conservateurs séniles, et deviendra celui d'une jeunesse européenne enfin délivrée du désespoir qui la ronge, et qui est le fruit de cette atmosphère de gauche

que nous respirons tous : le jour où la droite deviendra ce qu'elle est : la jeune espérance, toujours en marche, jamais incarnée, si ce n'est en faibles ébauches, en pâles reflets de cette Réalité Mystérieuse, de cette Cité Divine que chaque homme de droite porte dans son cœur ; oui, dit Bernanos, le jour où « retentira sur la terre, sur ma terre, le pas des braves — et si je suis dessous je l'entendrai encore — », je voudrais qu'on dise simplement aux imposteurs de tous les régimes, de tous les systèmes, de tous les partis, aux maîtres de l'Usure comme aux maîtres de la Force, aux doctrinaires réalistes et aux idéalistes simoniaques : « voilà, voilà ceux auxquels vous avez menti ! »

Car ils nous mentent, et ce règne de la gauche, c'est le règne du mensonge : mensonge d'une « Matière » source de toute vie et de tout effort spirituel ; mensonge d'un homme devenu maître suprême et seul roi de l'univers ; mensonge d'une science qui rendrait bientôt risible toute croyance en Dieu ; mensonge d'un progrès indéfini et inéluctable vers des lendemains qui chantent ; mensonge d'une dictature du prolétariat qui a toujours été, au xx^e siècle, dictature sur le prolétariat ; mensonge d'une lutte des classes qui s'estompe en Occident au lieu de s'accroître ; mensonge d'une liberté sans cesse proclamée, sans cesse bafouée par nos dictatures hypocrites camouflées en démocraties ; mensonge d'une égalité qui mène à la mort de toute société, et d'abord de notre civilisation ; mensonge d'une fraternité qui n'a été que la fraternité du sang et de la haine, depuis la guillotine de 1793 jusqu'aux camps de concentration chinois de 1967 ; mensonge plus effrayant, plus scandaleux encore chez ceux qui étaient des « Francs », c'est-à-dire des hommes réputés pour leur franchise, des hommes préférant la mort à la trahison d'une parole donnée ; oui, mensonge d'une France qui donne au monde entier l'exemple du cynisme et de folie nationaliste, au lieu de répandre partout le message de vérité et d'espérance dont elle avait la charge.

Ce règne du mensonge, la vraie droite ne pourra le détruire qu'avec les armes de la vérité : seul un surcroît de lumière peut mettre fin à cette nuit qui nous oppresse,

et vouloir mêler les ruses de l'ombre à la lumière de droite, ce serait finalement éteindre cette lumière même ; on l'a bien vu avec les mouvements fasciste et nazi, qui ont compromis pour longtemps les valeurs qu'ils prétendaient défendre, en y mêlant certains traits essentiels de la gauche, tels que la démagogie forcenée, l'opportunisme amoral, et surtout l'idolâtrie de la race ou de la nation. La vraie droite doit d'abord refuser cette idolâtrie, cette adoration de l'homme, par l'homme, source de tous les esclavages totalitaires du xx^e siècle, racine pourrie de tous ces arbres aux fruits vénéneux, menaçants en Russie et en Chine, et prêts à surgir encore une fois en Europe Occidentale.

Car aujourd'hui, les masses européennes communient déjà dans une même « religion de l'homme », dans un même refus du Surnaturel, dans un même athéisme de fait ; aujourd'hui, l'Européen vit *en dehors* de cette atmosphère chrétienne qu'il respirait depuis deux mille ans : et c'est bien le résultat d'une politique « de gauche », c'est l'œuvre des philosophes du xviii^e siècle qui ont préparé la révolution Française, et des savants « scientistes » du xix^e siècle qui ont préparé les révolutions Russe et Chinoise. Tous ces intellectuels avaient la conviction d'être « dans le sens de l'histoire » : ils croyaient fermement que la science allait montrer l'absurdité des religions ; ils croyaient que le Christianisme était une superstition déraisonnable, et le cri de Voltaire devint leur cri de ralliement : écrasons l'Infâme ! Ne nous y trompons pas, l'infâme, c'est le chrétien : et l'objectif final de la gauche, c'est la destruction de tout esprit « religieux », de tout lien avec l'Absolu véritable, c'est la construction d'une cité sans Dieu, où chaque homme puisse être son propre Dieu : tandis que l'objectif final de la droite, c'est le resserrement constant du lien qui unit la créature à son Créateur, c'est un climat social fait d'humilité et d'ouverture au mystère de l'Infini, c'est une cité où chacun puisse se sentir de passage, embarqué pour quelques instants avant cette joie éternelle qui lui est promise, s'il s'y prépare de toutes ses forces.



L'opposition « droite-gauche » est donc d'abord une opposition métaphysique, un conflit d'essence religieuse, un drame où l'Acteur Principal reste invisible : car en dépit des apparences, l'existence de Dieu est la seule question qui passionne vraiment chaque être humain, et derrière cette révolte haineuse, derrière cette crispation pleine de rage qui caractérise une certaine gauche, il y a la certitude que tout est vain, si tout est cendres : certitude sans cesse refoulée dans l'inconscient, mais sans cesse jaillissante chez cet étrange animal qui se sait mortel, donc plongé dans un monde absurde si ce monde est voué au Néant.

Comprenons-le lucidement : la vraie droite a été, depuis 150 ans, une droite chrétienne, et, plus encore, une droite catholique, tandis que la vraie gauche se révélait profondément antichrétienne. Depuis cette séance du 11 septembre 1789 où les partisans d'un pouvoir monarchique fort se placèrent à la droite du président de l'Assemblée Constituante Française, la droite a toujours défendu, en même temps que le principe « monarchique », le principe « religieux » qui doit être à ses yeux la base réelle de toute société. Reconnaissons avec Michelet qu'au centre de la Révolution Française, il y a un conflit « religieux », puisque « la Révolution n'est autre chose que la réaction tardive de la Justice contre la religion de la Grâce », puisque les Jacobins opposaient aux royalistes un triple refus : refus de Dieu, refus de l'Incarnation, et refus de la Grâce.

On m'objectera que de nombreux chrétiens se disent aujourd'hui « de gauche », et ne veulent pas être rangés dans le camp de la droite : mais ou bien ils sont de gauche avant d'être chrétiens, et alors leur christianisme n'est qu'une façade qui serait vite détruite à l'heure des choix décisifs ; ou bien leur christianisme est réel ce qui est sûrement le cas pour la plupart, et alors ils rejoindront le camp de la vraie droite, le jour où s'abattront sur eux les persécutions de la vraie gauche : car cette vraie gauche les rejette déjà en secret, et les méprise avant

de les asservir ; elle les accueille provisoirement par souci tactique, pour affaiblir ce qui reste de la droite, et pour mieux préparer le triomphe de l'athéisme militant. Il y a longtemps que nous savons à quel point les « progressistes chrétiens » sont dangereux, bien plus dangereux que les communistes : car ils minent de l'intérieur la seule force capable de résister au communisme — et le plus souvent, avec une bonne foi, avec une naïveté vraiment déconcertante. — Comment ne comprennent-ils pas que si Garaudy ou Waldeck-Rochet les embrassent, c'est pour mieux les étouffer ?

Cette scandaleuse entente avec ceux qui persécutent journellement nos frères de l'Eglise du Silence ne pourrait s'expliquer, chez des chrétiens sincèrement convaincus, sans un double complexe d'infériorité enraciné depuis longtemps : complexe d'infériorité vis-à-vis de la science moderne, et surtout, complexe d'infériorité vis-à-vis des ouvriers, des classes déshéritées de notre société actuelle.

La vraie droite doit d'abord se libérer de ces complexes, si elle veut triompher. Elle doit d'abord être convaincue que la science est avec elle, que l'avenir appartient à ceux qui ont retrouvé le sens du mystère ; dans cette tranquille certitude, qui donna tant de force aux philosophes du XVIII^e siècle, dans cette conscience aiguë d'être à l'avant-garde du progrès scientifique et du développement de l'intelligence humaine, elle doit puiser une supériorité écrasante sur ses adversaires athées ; et peu importe si ces hommes de droite sont très peu nombreux pour le moment : les philosophes du XVIII^e siècle et les marxistes du XIX^e siècle n'étaient eux aussi qu'une poignée d'intellectuels, face à un peuple européen encore imprégné de christianisme ; de même, ce qui importe, c'est que l'élite intellectuelle s'imprègne à nouveau d'un esprit « spiritualiste » grâce à la science, à travers la science, préparant ainsi le réveil religieux des peuples européens aujourd'hui déchristianisés.



La science de l'avenir va donc fonder de plus en plus fortement cette philosophie « spiritualiste » qui est à peine ébauchée aujourd'hui : déjà, le nouvel esprit scientifique issu de Planck et des Quanta est en réaction intime contre le « monde-machine » du XVIII^e siècle, et annonce le succès de l'indéterminisme, même s'il y a retour apparent et provisoire au déterminisme ; déjà, bien des biologistes pourraient dire que « le mystère de la vie dépasse sans mesure tous les schémas de plus en plus élaborés où le savant essaie de l'enclorre » ; déjà, les psychiatres reconnaissent qu'en explorant l'inconscient, ils rendent plus profond ce mystère qu'est chaque être humain ; déjà, les historiens comprennent que l'analyse marxiste est ridiculement limitée à une *infime* période de l'histoire humaine : car l'histoire humaine est une mystérieuse émergence de l'esprit hors de la matière, et croire avec les marxistes que l'infrastructure économique est la *source* de cet effort spirituel, c'est prendre une *condition* nécessaire pour une *cause* toute puissante : comment, du rien de la matière, le tout de l'esprit pourrait-il sortir ? Comment la *quantité* matérielle pourrait-elle engendrer la *qualité* spirituelle ?

En réalité, les marxistes restent prisonniers d'une époque où le problème économique était si aigu, que tout y était ramené d'une façon plus ou moins consciente : mais les vrais problèmes de l'avenir ne sont pas ceux de l'économie, ce sont ceux de la « biologie » ; la question essentielle ne sera plus de donner à tous un bien-être matériel qui se répand de plus en plus en Occident, et qui doit transformer la lutte des classes en sélection normale et bienfaisante au sein d'une société nécessairement hiérarchisée ; non, la question essentielle sera de limiter la population mondiale, et surtout d'empêcher la dégradation de l'espèce humaine, aujourd'hui menacée par une civilisation d'apprentis-sorciers : la question essentielle sera de favoriser l'essor de chaque race au sein d'un état mondial organique, en évitant ainsi la lutte des races qui se prépare déjà ; la question essentielle sera de confier le trésor de la vie à ceux qui en sont dignes.



Il faut donc d'abord ouvrir les yeux sur cette réalité, et refuser cet aveuglement des intellectuels, si frappant dans notre société occidentale : car cet aveuglement précipiterait le triomphe de nouveaux Hitlers, bien plus terribles que le dictateur nazi, car disposant d'un pouvoir « biologique » presque infini.

Au lieu de nier d'une façon absurde l'existence des races, mieux vaut reconnaître que la race est une haute valeur, comme l'a fait remarquer le pape Pie XI dans l'Encyclique *Mit brennender Sorge* ; au lieu de nier ce pouvoir biologique immense qui va être donné à l'homme, mieux vaut en reconnaître toute la force, et à ceux qu'effraye à juste titre un tel pouvoir, à un Jean Rostand qui s'écrie : « Où donc apprendre le métier de Dieu ? », répondons que seul le savant chrétien est capable de ne pas retourner ce pouvoir contre l'homme ; car seul il sait qu'on ne peut apprendre le métier de Dieu sans l'aide de Dieu ; seul il se sait l'héritier des moines du Moyen-Age qui, en préparant la science européenne, avaient l'idée de transformer la création pour la rendre digne du créateur ; seul il pourra créer ce climat fait d'humilité, de respect et d'amour pour la création, dans lequel les expériences « biologiques » deviendront ce qu'elles doivent être : un moyen d'atteindre Dieu, de faire progresser la vie, et de faire ainsi des hommes les créateurs de la création, les « adjutores Dei », puisque c'est par l'homme que désormais la vie doit progresser, puisque, de plus en plus, « Dieu aura besoin des hommes ».

Dans cet effort, où doit disparaître tout complexe d'infériorité vis-à-vis de la science moderne, le chrétien s'unit aux incroyants qui rejettent eux aussi l'orgueil contemporain, et qui acceptent de se soumettre au réel, par une obéissance libératrice : ceux-là sont déjà très loin d'une attitude de « gauche », et il est frappant de constater à quel point les « positivistes » sont proches des chrétiens, quand il s'agit de concevoir le meilleur système social : les uns et les autres veulent fonder la société sur la famille et non sur l'individu, sur la hiérarchie et non sur

l'égalité, sur les corps intermédiaires, et non sur la toute puissance de l'Etat, bref sur un ordre « naturel » (lui-même reflet d'un ordre « surnaturel » aux yeux des chrétiens) et non sur des « principes rationnels » issus de notre cerveau seul. Dire avec Sartre : « L'homme n'est que ce qu'il se fait », quelle absurdité criante, pour tout esprit qui a encore un peu de bon sens ! L'homme est ce qu'il se fait, bien sûr, mais il est surtout le résultat d'un passé immense et mystérieux qui ne dépend pas de lui, il baigne dans une réalité prodigieuse dont il se sait parcelle infime, même lorsqu'il devient créateur.

*
**

Tout en refusant le « politique d'abord » des Maurrasiens, tout en luttant contre la dégradation de la mystique en politique, la vraie droite doit donc accueillir les incroyants qui gardent leur bon sens, au milieu de cet orgueil délirant où risque de sombrer l'humanité ; elle doit d'ailleurs être prête à recueillir tous les hommes de bonne volonté car, contrairement à la vraie gauche, la vraie droite ignore le sectarisme, parce qu'elle croit en une vérité universelle, et parce qu'elle espère de chaque homme une libre adhésion à cette vérité ; au contraire, pour la gauche, chacun se crée sa propre vérité, puisque la vérité n'est que l'accord de la pensée avec elle-même ou avec une dialectique de la matière qui ne peut donner leur sens aux plus hautes valeurs de l'esprit. C'est pourquoi la vraie gauche finit toujours par révéler son visage « sectaire », en persécutant ceux qui affirment d'autres vérités que les siennes ; c'est pourquoi la vraie droite doit inviter chaque homme à connaître et à aimer la Vérité, en montrant partout le visage rayonnant d'une espérance invincible et d'une joie sans frontières, exprimées dans un nouveau style de vie : car pour la majorité de la jeunesse, étant donné la profondeur de son désespoir (plus ou moins conscient et camouflé), il faut aller de l'action à la pensée, et non de la pensée à l'action ; il faut qu'en s'engageant pour quelques mois ou pour un an au service

du Tiers-Monde, en vivant déjà la grande aventure européenne au sein de camps d'été ou d'équipes de travail, en redécouvrant la nature grâce aux balades en ski ou grâce à l'escalade, la jeunesse retrouve un visage jeune ; ainsi pourra-t-on enlever à la droite le masque des intérêts sordides qui est trop souvent le sien aujourd'hui.

Là encore, il faut prouver le mouvement en marchant, et montrer que la droite ne défend pas les privilèges des possédants contre les masses ouvrières : car seule une droite rénovée peut délivrer les masses de cette dictature du confort matériel, aussi forte à l'Est qu'à l'Ouest ; seule elle peut refuser à la fois le « capitalisme » américain et le « capitalisme » russe ; seule elle est capable d'enthousiasmer en profondeur le peuple européen, en lui proposant un idéal qui ne soit plus celui de la retraite et du tiercé ; seule aussi, elle peut refuser toute démagogie, et tirer sa force de ce refus même : ne nous y trompons pas, les masses méprisent ceux qui flattent leurs instincts les plus bas, et elles ne suivent vraiment que ceux qui cherchent à les élever.

Ainsi, que ce soit vis-à-vis du prolétariat, ou vis-à-vis de la science moderne, la vraie droite doit se libérer de tout complexe d'infériorité, et croire intensément en sa victoire future.

*
**

Mais cette victoire, comment la préparer efficacement, quelle doit être la tactique à suivre à l'égard de nos adversaires ?

Car, nous l'avons vu, tout parti politique prônant ouvertement la contre-révolution européenne serait aussitôt bloqué par la coalition du silence et de la calomnie : il semble donc que Dominique Venner soit doublement dans l'erreur, en dépit de ses efforts méritoires : erreur doctrinale, car il n'a pas su donner à son mouvement une base spiritualiste (on retrouve la même faiblesse radicale dans le mouvement de Thiriart, qui y ajoute un antiaméricanisme délirant) ; surtout, Venner et Thiriart n'ont pas compris qu'en 1967, on ne pouvait plus copier

l'exemple de Lénine, de Mussolini et de Hitler : on doit plutôt chercher une voie originale, à partir des données de son époque, au lieu de se laisser fasciner par les exemples du passé. Or, la donnée principale, en 1967, est que, par la faute de Hitler, on ne peut espérer la restauration *directe* d'un ordre antidémocratique, en Europe Occidentale : toute tentative de ce genre serait brisée au départ. Voilà ce que Dominique Venner, et autres néo-fascistes, n'ont pas compris.

Et pourtant, le secret de la victoire — Lénine l'a bien compris —, c'est une minorité fortement soudée par une même doctrine contre-révolutionnaire, refusant tout compromis avec ceux qui ne partagent pas les mêmes idées : seuls des « professionnels de la droite » peuvent éviter les risques de démagogie et d'abâtardissement ; seul un petit groupe dur et fermé, devenant pour la droite ce que fut la franc-maçonnerie pour la gauche, peut préparer et contrôler une véritable révolution de droite.

Cette double nécessité implique un mouvement tout à fait nouveau, alliant la fermeté doctrinale et la prudence dans la révélation de cette doctrine. Car, il faut le rappeler sans cesse, nous n'avons pas le choix : les fautes de nos aînés nous condamnent à la prudence, si nous voulons *vraiment* vaincre.

Le groupe initial devra donc comprendre un noyau et une écorce, intimement liés, certes, mais sans que l'écorce ait trop conscience de ce lien ; autrement dit, la majorité du groupe doit être nourrie et vivifiée par la doctrine spiritualiste, mais la doctrine elle-même ne doit être pensée en pleine clarté que par le noyau dirigeant.

Prenons un exemple précis : tout le groupe doit peu à peu acquérir une mentalité européenne, grâce à des manuels d'histoire de l'Europe, montrant l'unité et la grandeur de notre histoire, de Charlemagne à nos jours. Mais chacun sait que les manuels d'histoire sont forcément orientés, et qu'on ne peut se passer de métaphysique, en ce domaine surtout. Il faudra donc que ces manuels soient *en fait* spiritualistes, grâce à la réhabilitation de l'Europe médiévale, systématiquement dénigrée aujourd'hui, et grâce au rétablissement de la vérité, depuis 1789

surtout ; mais seule l'équipe dirigeante élaborera et connaîtra les « postulats préalables » spiritualistes, la majorité les découvrant à travers une série d'exemples concrets.

Ces orientations devront être difficilement réfutables, pour un adversaire de bonne foi ; elles devront donc s'appuyer sur un solide appareil scientifique ; elles devront aussi se présenter dans un langage serein, la sérénité devenant d'ailleurs l'arme la plus efficace contre nos adversaires (car si nous sommes passionnés, nous ne sommes pas fanatiques : le fanatisme contient toujours un doute secret, et la certitude engendre la sérénité).

Bref, dans le travail d'information réservé à la majorité, on devra veiller à ne pas prêter le flanc aux critiques de nos adversaires, sans bien sûr renier nos options fondamentales : mais que d'amis en puissance, qui deviendraient des ennemis irréductibles, pour quelques outrances verbales, qui, de surcroît ne refléteraient pas notre pensée !

Car cette école de prudence sera aussi une école de vérité et d'exactitude : un groupe s'enferme vite dans un système, s'il n'a pas sans cesse devant les yeux les critiques et les réactions possibles de ses adversaires, et s'il n'essaye pas d'en tirer profit.

La doctrine présentée à la majorité du groupe doit donc chercher à rallier le plus grand nombre possible de jeunes européens. Deux grands thèmes sont à proposer : « connaissance de l'Europe », et « action européenne ».

Connaissance de l'Europe : les sources de la civilisation européenne, les grandes lignes de l'histoire de l'Europe, l'économie européenne, les régions européennes.

Action européenne : le service civil européen, le service militaire européen, l'éducation européenne, la transformation du paysage européen, les métiers en Europe, les institutions européennes.

Tous ces thèmes de réflexion devront être éclairés par la doctrine spiritualiste, dont se nourrira la minorité dirigeante : nourriture qui prendra la forme d'une initiation philosophique, et d'une réflexion sur la renaissance spirituelle de l'Europe (à cet égard, le livre de Jean

Jaélic, *La droite, cette inconnue*, pourrait devenir une source permanente de réflexion pour cette minorité).

Le recrutement de cette minorité spiritualiste pourrait se faire peu à peu, en décelant au sein de la majorité les éléments capables de s'élever spirituellement. Il y aurait ainsi trois étapes dans le recrutement du mouvement de jeunesse : d'abord des causeries s'adressant à tous les jeunes européens, et ralliant les éléments dynamiques à la cause européenne ; ensuite la transformation de ces éléments dynamiques en vrais militants européens ; enfin la lente et discrète formation du noyau doctrinal.

Mais, diront les sceptiques, admettons l'existence bien problématique de votre mouvement de jeunesse : et après ? Comment ce mouvement pourrait-il avoir une action réelle auprès des adultes, de plus en plus décervelés, de plus en plus indifférents à tout ce qui n'est pas leur niveau de vie ?

En fait, un tel mouvement aurait avant tout un rôle d'information auprès des masses : on ne pourra faire l'Europe, sans une préparation des esprits, et il y faudra un incessant travail éducatif.

Il y a trois conditions objectives, pour un changement de régime : une opinion publique, des forces armées, et une situation internationale défavorables ou neutres : ces trois conditions sont indispensables, mais la première est la mieux transformable, grâce à un travail préparatoire, continue et patient — travail que personne n'a encore vraiment entrepris en Europe Occidentale : comment s'étonner dès lors si l'Europe est bloquée au niveau économique ? Comment les adultes sortiraient-ils de leur indifférence, puisque personne ne leur propose l'idéal européen d'une façon enthousiasmante ?

Les militants devront donc multiplier les réunions d'information, et proposer aux participants, à la fin de chaque réunion, l'adhésion au projet d'Europe fédérale : lorsque ce projet aura reçu une approbation massive, il serait demandé aux gouvernements et aux parlements nationaux de l'adopter. Cette voie légale semble la seule issue possible, pour les six pays du Marché Commun : elle implique d'ailleurs la disparition du régime gaulliste

en France, disparition de toute façon nécessaire à la création d'une Europe Unie. Mais ni le mouvement de jeunesse, ni le travail d'information auprès des masses ne doivent en France attaquer ouvertement le Gaullisme : mieux vaut laisser le mythe pourrir peu à peu, et s'effondrer de lui-même, avant le coup de grâce que lui porteront tous les Kérénski (qu'ils s'appellent Giscard d'Estaing, Lecanuet ou Mitterrand).

Liddel Hart a bien montré que, dans tous les domaines, seule est efficace la stratégie *indirecte*, qui contourne les obstacles au lieu de les attaquer de front. Procéder par étapes, ne dévoiler que progressivement ses objectifs, éviter au départ toute provocation de l'adversaire, tels doivent être nos soucis constants sur le plan tactique. Il faudra donc mettre le gaullisme entre parenthèses — parenthèse sans doute néfaste et douloureuse — mais il ne restera *rien* à l'échelle de l'histoire. Lorsqu'on nous demandera notre point de vue à ce sujet, nous répondrons : « laissons à chacun ses opinions, et préparons l'après-gaullisme ».

Si nous insistons avec tant de force sur la vertu de prudence, c'est qu'elle est la plus difficile à acquérir, pour un homme de droite : l'homme de droite est d'abord un chevalier, qui se bat à visage découvert, qui préfère la candeur et l'échec au succès machiavélique. Mais n'oublions pas qu'entre les communistes et nous, c'est une course de vitesse (comme ce fut le cas pour le fascisme et le national-socialisme). Se battre à visage découvert serait aussi dangereux que de s'enfermer dans une secte renonçant à toute action immédiate : à cet égard, Jean Pleyber (le chouan de Rivarol), qui est dans le vrai en prônant la formation d'une franc-maçonnerie de droite, est dans l'erreur en songeant à 50 ans d'action secrète : car l'Etat moderne a acquis une telle puissance au XX^e siècle, qu'il pourrait se perpétuer indéfiniment, une fois les communistes au pouvoir : or, si nous n'entamons pas une action immédiate auprès des masses, le communisme triomphera bien avant l'an 2000.

Telles sont les grandes lignes de la tactique à suivre : restons cependant disponibles, n'oublions pas que la 3^e

guerre mondiale peut balayer tous nos projets, et, quoi qu'il arrive, restons confiants : car même si l'empire communiste s'étend à toute la terre, même si nous disparaissions dans une guerre atomique, ce sera seulement partie remise, et cette marche reprendra : notre espérance n'est pas lâcheté, mais ouverture sur un Au-Delà qui transforme notre vie en risque absolu.

Dominique BELMONT.

Chronique du mois

Notre ami et collaborateur Jacques Poillot, qui, sous le pseudonyme de Jacques Mayenne, avait constamment participé à la rédaction de Défense de l'Occident entre 1954 et 1959 et qui en assura même quelque temps les fonctions de rédacteur en chef, a bien voulu reprendre la Chronique du Mois qu'il écrivait à cette époque pour commenter les événements contemporains. Nous sommes convaincus que nos lecteurs le retrouveront avec le plus grand plaisir.

D. O.

La révolte de la jeunesse

L'agitation universitaire n'est pas un phénomène nouveau.

Que des étudiants chahutent, protestent, revendiquent, on n'en est pas surpris, ni inquiet. La jeunesse est l'âge de l'enthousiasme et de la colère, de l'indignation et des refus, on le sait.

Qu'elle gueule et donne quelques coups de poing, c'est qu'elle a le sang chaud, et nous ne cacherons pas que nous préférons ces ruades de jeunes mâles à la morne sagesse, à la triste docilité qui ont marqué la vie universitaire durant les dix années qui ont suivi la fin de la guerre.

Nous sommes de ceux qui ont salué avec soulagement le réveil des esprits qui s'est produit en France à la faveur de la guerre d'Algérie, réveil sans lequel n'aurait pu s'opérer la renaissance de l'opinion publique qui se manifeste nettement depuis deux ans. Que ce même réveil, que cette même renaissance se manifestent aussi en Es-

pagne et en Italie, en Belgique et en Allemagne, quelles qu'en soient les causes, nous commencerons d'abord par nous en féliciter. Il est bon que la jeunesse s'insurge partout contre le conformisme intellectuel et moral étouffant que font régner dans toute l'Europe depuis un quart de siècle les gens qui tiennent la « situation » comme on dit chez M. Salazar.

Nous n'avons pas plus de sympathie pour la « situation » espagnole ou portugaise que pour la « situation » allemande ou italienne. Nous comprenons très bien que la jeunesse d'Espagne qui s'ennuie sous le règne interminable d'un vieux général dévot et rusé, s'attaque aux structures vermoulues d'un régime qui eût fait horreur à Stendhal et qui continue par bien des aspects à faire penser aux Régimes de 1815, de même qu'il nous plaît assez de voir la très bourgeoise et très convenable République de Bonn servir de cible aux attaques convergentes de la jeunesse berlinoise d'extrême-gauche et du peu recommandable N.P.D.

Qu'en France la révolte de la jeunesse semble actuellement se réduire à de plus modestes proportions et qu'elle traduise avant tout les préoccupations un peu terre à terre de jeunes gens soucieux de pouvoir jeter leur gourme aux moindres frais, n'est pas sans modérer un peu notre satisfaction, et la modification du règlement des résidences universitaires, pour souhaitable qu'elle puisse paraître, ne nous semble guère capable de soulever durablement les passions.

Mais en revanche il peut être utile à la clarté des problèmes politiques, même si nous pensons qu'il faut se défier des excès auxquels peut entraîner un particularisme exacerbé, que les étudiants flamands de Louvain aient contraint la clique politicienne qui gouverne la Belgique depuis 1945 et qui est responsable de l'épuration la plus haineuse qu'aucun pays d'Europe ait jamais connue, à reconnaître que la patrie Belge au nom de laquelle, cette épuration fut accomplie, n'existait pas.

Qu'on nous entende bien ; nous ne voulons pas faire ici l'apologie de toutes les violences. Il nous paraît déplorable que la réforme des programmes ait servi de prétexte

à Rome à des manifestations qui ont fait une centaine de blessés et dont les instigateurs appartiennent nous dit-on sans plus de précision, à une minorité d'extrémistes, mais il nous paraît aussi scandaleux que l'on ait justifié l'intervention de la police à l'intérieur même de l'université par les « agissements » d'un groupe d'étudiants d'extrême droite qui agissaient peut-être d'ailleurs contre les premiers. Nous convenons volontiers que Rudi Dutschke, le chef de la S.D.S. berlinoise, est un agitateur inquiétant dont les inspireurs semblent se situer à Pékin et à La Havane plutôt qu'à « Moscou la gâteuse », mais nous nous demandons si l'on avait pas un peu vite oublié que la conservatrice et bien-pensante Allemagne avait, elle aussi, une tradition frondeuse et que les paroles incendiaires de ce tribun, curieux mélange de trotskyste et de hippy, n'étaient pas tellement surprenantes dans la ville de Karl Liebknecht.

Et il ne nous paraît pas tellement mauvais, à nous qui assistons impuissants à la concentration progressive des moyens d'information dans les mains de deux ou trois financiers, que Dutschke ait eu l'audace de s'attaquer au groupe Springler, cette citadelle de la presse capitaliste allemande.

Et nous aimerions bien que le N.P.D. cessant de se cantonner dans une opposition petite bourgeoise fasse preuve d'un peu plus d'audace. Bien sûr il paraîtra inquiétant à beaucoup que le communisme chinois et le castrisme soient devenus les inspireurs les plus fréquemment invoqués par une fraction importante de la jeunesse étudiante d'Europe.

Mais à qui la faute si ce n'est aux démocraties libérales de plus en plus matérialistes, si ce n'est à ces régimes autoritaires infidèles à leurs promesses et qui n'ont rien su proposer à leurs jeunesses ?

Nous préférierions nous aussi que Guevara n'ait pas supplanté José Antonio dans le cœur de beaucoup de jeunes d'Espagne et nous aimerions que les jeunes Français aient un héros français qui les détourne de Fidel Castro, mais nous pensons que la révolte, même la plus confuse et la plus anarchique vaut mieux qu'un morne

abandon aux mornes plaisirs de notre âge technique et que les cris de Vive Mao, Vive Guevara retentissent comme un défi significatif, auquel nous ne devons pas rester indifférents, au « cauchemar climatisé » comme disait Henry Milles, où nous plonge la société de consommation.

Le vingtième anniversaire du « coup de Prague ».

Nous n'évoquerons pas ici le vingtième anniversaire du « coup de Prague » pour dénoncer les conséquences possibles de l'entente renforcée de la Fédération de la gauche et du Parti communiste, et pour stigmatiser la « criminelle aventure » pour parler comme « La Nation » dans laquelle s'engageraient, selon la feuille gaulliste, François Mitterrand et Guy Mollet.

Nous ne l'évoquerons pas non plus pour y trouver la justification d'un Front anticommuniste, dont les différentes fractions d'une droite plus divisée que jamais, revendiquent la direction.

S'il nous paraît nécessaire de rappeler cette date capitale de l'Histoire européenne d'après-guerre, c'est parce que les événements dont Prague fut le théâtre le 23 février 1948 ont constitué la première application pratique des accords de Yalta par lesquels, le 11 février 1945, les U.S.A. et l'U.R.S.S. s'étaient partagé l'Europe en deux zones d'influence.

La Tchécoslovaquie n'a pas perdu sa liberté parce qu'un parti communiste minoritaire s'était assuré les postes clés d'un gouvernement de Front populaire, mais parce que les Etats-Unis, considérant que les accords de Yalta étaient la Loi qui devait désormais régir leurs relations avec l'U.R.S.S. en Europe, n'ont pas voulu intervenir, lorsque le gouvernement tchèque, désireux dans sa majorité de desserrer l'étreinte soviétique, décida d'accepter le plan Marshall et dut y renoncer devant le veto de Moscou.

Si le « coup de Prague » est un événement important c'est parce qu'il a été suivi d'autres qui ont la même cause : les accords de Yalta et la même signification : la volonté confirmée des Etats-Unis de ne pas les remettre

en cause et de perpétuer par là même la division de l'Europe.

L'échec de la révolte de Berlin-Est en juin 1953, la tragédie de Budapest en novembre 1956, furent la suite logique des événements de février 1948.

Tant que les accords de Yalta détermineront les relations américano-soviétiques en Europe, on ne peut nourrir aucun espoir sérieux de voir les nations d'Europe orientale recouvrer une liberté subordonnée à l'élimination des régimes communistes, et l'Europe tout entière retrouver son unité à l'intérieur de ses frontières de 1939.

Ajoutons d'ailleurs, pour en revenir à notre observation liminaire qu'en contre-partie de cette situation, l'hypothèse d'un « coup de Prague » français, qui ne pourrait d'ailleurs survenir qu'après la disparition du chef actuel de l'Etat, est hautement improbable puisque la France, qu'elle le veuille ou non, continue d'appartenir à la zone d'influence américaine.

Nous ne rappelons pas cette amère réalité pour la vaine satisfaction d'afficher une américanophobie très à la mode aujourd'hui. D'ailleurs nous n'avons pas, ici, attendu la V^e République pour affirmer des positions qui n'ont malheureusement pas toujours été bien comprises.

Il faut tout de même que l'on sache clairement que l'alliance atlantique ne permettra jamais à l'Europe de retrouver son indépendance et son unité.

Les partisans inconditionnels de cette alliance doivent se résigner à une Europe mutilée qu'imposent plus que jamais les accords de Yalta à l'heure où il est de plus en plus manifeste que les Etats-Unis donnent la priorité à l'Asie parce que le centre géostratégique du monde « américain » se déplace vers le Pacifique.

Méditons la leçon de Prague : tant que l'Europe n'aura pas repris totalement son destin en mains après avoir forgé son unité par des moyens révolutionnaires, elle restera divisée par une frontière de guerre.

La Belgique en morceaux.

Les graves incidents dont l'Université de Louvain a été le théâtre et qui ont abouti à une crise nationale

sans précédent en Belgique, suggèrent des réflexions qui ne peuvent laisser indifférents ceux que préoccupe l'avenir d'une Europe qui accouche si laborieusement de son unité.

Et tout d'abord on a appris ce que Flamands et Wallons n'avaient au fond d'eux-mêmes jamais cessé de savoir, c'est-à-dire que, comme l'avait dit Jules Destrie à Albert I^{er} avant même la guerre de 1914, la Belgique et les Belges n'existent pas.

Etat artificiel créé à l'instigation de l'Angleterre, à la faveur d'événements qui avaient provisoirement uni Flamands catholiques et Wallons libéraux contre l'autoritarisme calviniste de Guillaume I^{er}, la Belgique n'est jamais parvenue, contrairement à la Suisse, à constituer durablement une nation.

Bien que Wallons et Flamands aient été presque constamment réunis par l'histoire au sein d'une même entité politique, ils ne se sont jamais fondus en un seul peuple, malgré l'unité de religion qui aurait pu pourtant constituer un lien puissant. A l'origine de cet échec sur lequel nous nous devons par amitié pour nos voisins du nord de ne pas insister davantage, il y a certainement le refus par la classe dirigeante wallonne qui gouverna pratiquement seule la Belgique jusqu'aux environs de 1930, du bilinguisme qui aurait favorisé l'évolution harmonieuse du peuple flamand dans un pays qui est au carrefour des cultures germanique et française.

Mais le bilinguisme conduisait sans doute au fédéralisme et la Belgique sous l'influence wallonne s'entêta dans l'expérience, d'évidence vouée à l'échec, d'un Etat unitaire.

Les affrontements de Louvain sont d'autre part un témoignage frappant du réveil, en Europe, d'un nationalisme très différent du nationalisme jacobin. C'est un nationalisme de minorités ethniques qui cherchent à défendre leur identité, en défendant leur langue et leur culture, qui souvent luttent pour éviter d'être absorbés par les impérialismes politique, économique et culturel des majorités ethniques des Etats auxquels elles appartiennent.

Ainsi voit-on continuer à s'affirmer les séparatismes

basque et catalan et renaître dans les Iles britanniques les nationalismes écossais et gallois qui, avec l'affirmation du nationalisme breton viennent témoigner de la renaissance des nations celtes.

On peut se demander dans quelle mesure les tensions qui naissent aujourd'hui de ces nationalismes « régionaux » ne seraient pas plus aisément surmontées dans le cadre d'une Fédération européenne.

Une Europe fédérale brisant peu à peu les cadres souvent artificiels des Etats unitaires, favoriserait la renaissance, déjà très perceptible en France, des « régions » et par contre-coup des minorités ethniques qui souvent se confondent avec elles.

Une organisation européenne qui serait régionale sur le plan économique et fédérale sur le plan politique favoriserait à coup sûr une solution heureuse de la crise belge.

Jacques POILLOT.

Chronique des Arts

A L'INSTITUT NEERLANDAIS : *Tableaux Français du Musée Mesdag de La Haye.*

Qui connaît le Musée Mesdag de La Haye ? Il ne figure pas sur les itinéraires des agences de voyages organisés. Les touristes les plus disponibles, qui ont visité La Haye, cette ville-parc, n'ont pas manqué de voir le Mauristhuis, certains le Geement-Museum, mais il en est très peu qui aient eu la curiosité de visiter, aux abords du Palais de la Paix, cet hôtel particulier transformé en musée et légué à l'Etat par le mécène, artiste et collectionneur que fut le banquier Hendrik Willem Mesdag, qui né à Groningue en 1831, mort à La Haye en 1915, eut la vie la plus laborieuse, la mieux remplie après avoir décidé, à 35 ans, de se consacrer à l'art.

La Fondation Mesdag témoigne à la fois des goûts et des options propres à celui qui l'a créée, réunissant durant un demi-siècle une multitude d'œuvres d'art, spécialement peintures et dessins du XIX^e siècle, à partir de l'Ecole romantique qui l'intéressa fort peu, jusqu'aux impressionnistes qu'il connut mais n'acheta point. Toutes ses dilections allaient à l'Ecole réaliste et naturaliste moderne avec les peintres de Barbizon et à ces artistes qui, dans la voie ouverte par les rénovateurs de la peinture de plein air, allaient précéder les grands novateurs de 1880, préluder à leurs recherches chromatiques et poursuivre parallèlement une voie plus traditionnelle mais pas moins intéressante à bien des égards.

L'Institut néerlandais de Paris, auquel l'on doit tant de passionnantes manifestations, qui comptent parmi les plus vivantes, les mieux ordonnées de la Saison artistique, nous offre, cette année, un choix de tableaux composant la section française du Musée Mesdag. Ce choix fait éclater l'attrait majeur qu'avait pour le grand amateur l'œuvre de Millet, ce maître que des manifestations successives tendent à réhabiliter et qui après une période d'engouement, motivée par ce que sa peinture comportait de moins original, était sous-estimé des amateurs d'aujourd'hui. Dans une salle, qui lui est en grande partie consacrée, on peut admirer quelques tableaux parmi les plus importants du grand réaliste : « *Agar et Ismaël* », probablement une des œuvres capitales du Musée Mesdag, « *Le repos du vigneron* », un de ces grands pastels de l'ultime période du maître, la plus mal connue et qui mériterait, à elle seule, de faire l'objet d'une rétrospective ; Millet s'inscrit ici parmi les impressionnistes par son chromatisme et sa liberté d'écriture, et l'on comprend mieux l'admiration qu'il inspirait à Van Gogh. L'exposition nous propose un extraordinaire Monticelli, « *Chemin de montagne* », tableau étonnant aussi bien par son thème que par sa couleur et qui, lui aussi, nous fait mieux comprendre l'attraction que Monticelli exerça sur Van Gogh le reconnaissant comme son maître et principal initiateur ; de grands Daubigny, des Dupré, d'assez surprenants Vollon, quelques Corot et d'admirables toiles de Courbet (voire le portrait reproduit), dont Mesdag sut apprécier l'immense talent. Parmi les très rares peintures d'époque romantique : une petite toile de E. Delacroix, « *Au soir de la bataille de Waterloo* » peinte en 1825, qui évoque Géricault, rappelle la très belle composition d'un artiste trop oublié, Boissard de Boisdénier, « *Retraite de Russie* ».

Tous les vrais amateurs de peinture auront repris, une fois de plus, le chemin de la rue de Lille. A noter le caractère désuet des encadrements, ceux qu'on voyait dans les anciennes salles du XIX^e siècle au Louvre, faisant participer d'une esthétique contestable d'époque des œuvres qui cherchaient précisément à s'en affranchir.

ART PORTUGAIS : *Du Nationalisme jusqu'à nos jours, au Centre culturel de la Fondation Gulbenkian.*

On se remémore les regrets que suscita un moment chez quelques amateurs parisiens passionnés le legs fait au Portugal par Callouste Gulbenkian, Monsieur 5 %, magnat du pétrole et collectionneur fastueux. Outre le don de son admirable collection, qui figure aujourd'hui au siège de Lisbonne, le généreux Mécène y jetait les bases de cette *Fondation*, qui permet à de jeunes artistes portugais d'aller compléter leur formation dans les Centres d'art de cette vieille Europe, dont le petit royaume de Jean le Navigateur fut le cap avancé : terre étroite et ardente où s'entretint durant des siècles la passion lucide des découvreurs de terre, des humanistes, des pionniers de la foi, hérauts des plus nobles vertus de l'Occident chrétien aux rivages du Nouveau Monde.

L'hôtel particulier de l'Avenue d'Iéna, devenu siège du Centre culturel portugais en France, ouvrait, fin janvier, ses portes pour l'inauguration d'une exposition d'art portugais contemporain. Cette manifestation avait pour objet de nous proposer, en un bref raccourci, le panorama de cet art portugais, à partir des ultimes décennies du XIX^e siècle, de ce Naturalisme qui succédant au Romantisme, avec les peintres de Barbizon, les disciples et épigones de Courbet, les premiers impressionnistes, allait rayonner sur tous les pays d'Europe et jusqu'en Russie. Le Portugal, qui depuis le XVIII^e siècle, comme recru après l'immense effort accompli dans ses vastes possessions des Indes occidentales, en Afrique noire, en Extrême-Orient, connaissait une période d'assoupissement intellectuel et artistique, le Portugal, comme l'Espagne suivant la même courbe historique, allait s'agréger au mouvement de renaissance et, s'appuyant sur quelques associations d'avant-garde, tels « *Le groupe du Lion* », « *Le cercle artistique* », « *Orphée* », à Lisbonne et à Porto, participer de manière active, sinon très originale, aux recherches picturales et plastiques qui devaient marquer le début du siècle.

Ses artistes apportèrent leur contribution aux nouvelles formes d'expression, se manifestant avec le néo-réalisme, le cubisme, l'expressionnisme, le futurisme, le surréalisme, l'art thématique improprement qualifié d'abstrait ; comme par manière de réaction aux traumatismes provoqués par la *Grande guerre* et ses innombrables incidences sociales et intellectuelles. Des contacts s'opérèrent, spécialement à Paris et à Londres, au Portugal même avec les artistes étrangers, dont certains en quête de dépaysement avaient retrouvé le chemin sur lequel s'était véhiculée en terre lusitanienne l'influence flamande au xv^e siècle, l'influence française au xviii^e. Et de ces contacts, de ces échanges allait résulter une renaissance plastique spécifiquement portugaise, timide d'abord, voire scandaleuse en raison de certains partis-pris outranciers et de la résistance offerte par les milieux traditionnalistes, conformistes et bourgeois, vivant sur une optique rétrospective, fixés sur les précédents académiques et les idées reçues. Ce mouvement devait, en marge de la vie politique ou en liaison avec certaines idéologies progressistes, s'accroître encore à l'occasion de la Seconde guerre mondiale, des nouveaux bouleversements opérés dans les consciences et les usages, déterminant cette poussée technologique, déclenchée par la nouvelle irruption en Europe des Etats-Unis d'Amérique, intervenus massivement dans le conflit avec la puissance et l'efficacité de leurs industries de guerre hautement mécanisées.

C'est de ces coordonnées historiques qu'il convenait de partir pour comprendre et apprécier ce rassemblement un peu hâtif, partial et disparate, que représentait la manifestation de l'Avenue d'Iéna, éléments d'une exposition circulante, destinée à montrer — voire à prouver, ce qui est toujours un peu sujet à caution — que le Portugal d'aujourd'hui n'est plus le Portugal d'hier : le pays folklorique des pêcheurs en bonnets phrygiens montant leurs barques aux rostres antiques, des bosquets d'orangers, des vignobles en terrasse producteurs de vins capiteux, des étudiants en cape noire fleurie de rubans versicolores, des chanteurs de *coplas*, des aristocrates hautains axés sur d'anciens rêves, des anarchistes clandestins

allant tenter d'extravagantes et désuètes aventures de piraterie en haute mer... !

Un catalogue luxueusement présenté et intelligemment rédigé, une brochure consacrée à l'étude panoramique de cette évolution des arts plastiques portugais contemporains constituaient une documentation excellente, établie par des critiques avertis ; elle nous montrait que si l'art portugais n'a pas retrouvé sa plus ancienne splendeur, ses universitaires restent formés aux meilleures disciplines. La visite de l'exposition était plus décevante. Mis à part quelques personnalités affirmées, dont les œuvres ne dépareraient aucune grande exposition d'art comparatif moderne — Soareis dos Reis, Marquès de Olivera, Carlos Reis, Francis Smith (bien connu des amateurs français) Eduardo Viana, Amedeo de Souza Cardoso, Antonio Quadros... — l'ensemble, et surtout pour les manifestations les plus actuelles, n'était que reflet assez pâle de tout ce que ne cesse de nous offrir une multiplicité de Salons et de Biennales, dans lesquelles se confrontent et s'affrontent, dans la plus parfaite incohérence, les tendances supposées, les expériences abortives, les pseudo-trouvailles de tant de jeunes révolutionnaires en cheveux longs et bleue-jeans, dont les productions inconséquentes ne font que témoigner du pire des académismes : celui de la facilité, de *l'informel inexpressif*, d'un art qui se renie dans ses prémisses prétendant abolir, sous prétexte de refus des conventions, toutes les données d'une expérience séculaire, on peut dire millénaire, à partir desquelles les hommes se sont efforcés d'élaborer leurs langages, littéraire, musical, graphique et plastique.

Et ce qui est vrai pour le Portugal, on pourrait l'écrire de la plupart des pays d'Europe et d'Outre-Atlantique, où les jeunes générations, poursuivant la chimère d'un Art universaliste oublie que cette universalité ne peut s'atteindre que dans le particularisme et l'originalité des traditions. Qui fut plus vénitien et plus universel que Titien, plus flamand et plus européen que Rubens, plus néerlandais et plus totalement humain que Rembrandt, plus espagnol et plus œcuménique que Goya, plus français et plus classique que Poussin, Ingres et Cézanne ?

PEINTURES NAIVES AMERICAINES, de la Collection Garbisch, au Grand Palais.

Je suis de l'avis de ce chroniqueur rendant compte de l'intéressante Exposition du Grand Palais, organisée grâce à l'heureuse initiative de l'*American Federation of Arts*, d'un choix de 111 tableaux, tirés de la Coll. Edgar W. et Bernice Chrysler Garbisch et offerts à la *National Gallery of Art de Washington* : « *Peintures naïves ? J'aurais préféré un autre titre. Celui de « Primitifs américains » eut convenu le mieux du monde. Il ne s'agit pas, en effet, de confondre ces tableaux avec ceux du Douanier Rousseau, de Bombois, de Bauchant ou de Vivin, paradoxaux dans toute la mesure où ils sont sans rapport avec l'ensemble des éléments caractéristiques du temps (et j'ajouterai du milieu) où ils furent exécutés ».*

En effet, ces œuvres sont absolument représentatives du milieu et de l'époque qui les vit naître, celle des pionniers des diverses provinces, dont la réunion en une fédération après la guerre d'Indépendance devait constituer les Etats-Unis d'Amérique. Ces peintures, sans aucune exception, furent exécutées par des peintres artisans, sans formation académique, ne cédant à aucune influence exercée par un centre d'art. Elles sont l'expression même de l'esprit, des préoccupations de ces émigrés d'origine diverse, venus de la vieille Europe pour coloniser les terres vierges, fonder une nouvelle patrie et apportant avec eux, outre leur propre atavisme, un bagage intellectuel et technique aussi léger, dans la plupart des cas, que pouvait l'être leur capital matériel. Ils étaient, ces émigrants, en majorité de religion protestante, de souche anglo-saxonne et néerlandaise, des mœurs austères, animés de ce pragmatisme qui devait marquer leurs entreprises, l'organisation de leurs établissements à travers les immenses territoires vierges, parcourus avant leur venue par les seules tribus indiennes.

En dehors d'une imagerie naïve, célébrant quelques événements insignes, illustrant les scènes d'une vie pastorale, rurale, simple et rude, ces peintres, pour la plupart ambulants, étaient peintres d'enseignes, décorateurs de « *salooms* », à l'occasion scénographiques sur des tréteaux de for-

tune, mais ils furent surtout des portraitistes. C'était là leur principale activité et on peut dire leur plus grande utilité en une société neuve, sans tradition propre et encore sans « ancêtres ». D'où ces portraits d'une exécution appliquée, fidèle et sévère, sans aucune concession à aucune mode et n'ayant d'autre fin que de fixer la présence du modèle posant en son cadre habituel, en ses attitudes familières, selon son rang, mais toujours avec la plus parfaite dignité : cette dignité, ce « *self-control* », qui est le visage même de l'Amérique puritaine et on peut dire sa « respiration ». Certains de ces portraits sont des manières de chefs-d'œuvre et s'il en est de particulièrement beaux il n'en est aucun qui soit insignifiant.

Il est à noter que ces tableaux ont été sélectionnés sur un ensemble de près de 2.500 rassemblés à travers les Etats-Unis, allant des débuts du XVII^e siècle jusqu'au début du XIX^e. C'est dire la richesse d'un tel fonds, l'importance qu'a pu avoir l'activité des primitifs américains dès le début de l'ère coloniale. Au Mexique et en Amérique latine, outre l'ancienneté, l'importance et la grandeur des traditions indiennes, l'apport colonial d'origine espagnole fut encore plus considérable, ainsi que nous permirent de l'entrevoir les grandes expositions d'art mexicain organisées à Paris. Pour les Etats-Unis la présente exposition constitue une révélation ; à noter qu'elle restera ouverte jusqu'au 15 avril prochain.

LES ROMAINS A PARIS, *au Petit Palais.*

Je tiens à signaler aux lecteurs de cette chronique l'ouverture de *l'Exposition du Petit Palais « Les Romains à Paris »*, organisée par un effort conjugué de la Ville de Rome et de la Ville de Paris. Inaugurée le 28 février, elle sera ouverte jusqu'à fin avril. Par l'importance de son thème, sa richesse documentaire, cette manifestation faisant suite à l'exposition parallèle, qui s'était ouverte à Rome, il y a quelque dix ans, pour célébrer le jumelage des deux grandes cités conclu en 1956, appelle des commentaires et des réflexions, outrepassant les limites de cette chronique et que je renvoie à un numéro prochain de *Défense de l'Occident.*

F.-H. LEM.

LES LIVRES DU MOIS

« **Le Soldat Oublié** » de Guy SAJER, Robert Laffont.

Récemment a été édité sous ce titre un gros volume de 545 pages. Il est sorti discrètement, sans tambours ni trompettes. Et pourtant, rapidement, il fait sa percée. De bouche à oreille, sa notoriété grandit. Les critiques se doivent de se pencher sur ce récit. Vaincus par le sujet et le courage de l'auteur, ils publient des commentaires favorables bien que le thème ne soit pas dans le « sens de l'Histoire », denrée très à la mode qui est présentée à toutes les sauces. Bien mieux, cette œuvre reçoit le prix des « Deux Magots » tandis que l'auteur néglige toutes les singeries de la publicité (refus, par exemple, de paraître à la télévision). Qu'un ouvrage porte sur un sujet tabou (le Front de l'Est), que les héros soient des Allemands du III^e Reich, que l'auteur dédaigne les « étranges lucarnes » ou les cocktails du Tout-Paris, qu'il n'ait pas signé une motion « exigeant » la libération des Canaques ou encourageant l'égorgeage des Yankees à Hué, que, bien plus, cet écrivain ne « renie » rien (p. 543) voilà, déjà, une situation curieuse et extraordinaire. Que, malgré tous ces handicaps, un tel livre soit remarqué et distingué dans notre Saint-Germain-des-Prés 1968, voilà de quoi être sidéré certes, mais, surtout, être convaincu de la qualité d'un tel volume.

De quoi s'agit-il, donc ? Du journal de marche d'un soldat de la Wehrmacht qui a la particularité de vivre en Alsace et d'être Français par son père (Massif Central), Allemand par sa mère. Ce n'est donc pas un de ces nombreux « malgré nous » qui pleurnicheront sur leur sort... après la Libération. Sajer, lui, a conscience d'être « un pionnier de la Révolution Européenne » (p. 469) et de participer à la « dernière croisade européenne » (p. 398). Il n'est pas traître à la France ; il combat le bolchevisme : il est ravi d'apprendre que des Français mènent le même combat que lui, sur le même front, contre le même ennemi (p. 39).

Ce combat, Sajer nous le décrit tel qu'il l'a vu, vécu, ressenti. Il ne se prend pas pour le chef d'état-major ; il n'essaie pas d'apitoyer Margot ou le bourgeois sur son sort. Il ne joue pas au bidasse de base, cher au cœur de l'Armée du Général Ailleret modèle 1968. Sajer et ses camarades qu'il « n'oublie » pas (p. 543) ont connu la faim, presque la famine ; ils ont eu froid jusqu'à avoir les membres gelés ; ils ont eu peur, une peur totale et animale ; ils ont subi la maladie jusqu'à en crever ; ils ont été d'une saleté digne de la pouillierie orientale. Tout cela, Sajer nous en parle, sans crier, sans geindre, sans récriminer les chefs. Il nous en parle sans faux-sanglots sous la plume du genre. « Ah ! comme nous étions malheureux » et sans lyrisme grandiloquent du style. « Ah ! comme nous étions des héros ». Non, Sajer, nous dépeint leurs malheurs et leur fatigue avec les mots simples de tous les jours, des mots qui ne trompent pas : s'il dit qu'ils sont fatigués, nous sentons que c'est vrai, qu'ils étaient, alors, épuisés, à la limite de leurs forces. Malgré la pagaïe inhérente à toutes retraites (on manque d'essence ; on perd son unité ; les ponts ne sont pas assez nombreux et sont engorgés, etc..), malgré leur désarroi physique et moral (suicides et meurtres p. 450), les soldats respectent et parfois aiment leurs officiers. Ceux-ci ne sont pas, irrévocablement, des brutes épaisses, sadiques, envoyant leurs troupes au « casse-pipes » dans l'indifférence.

Ce récit, qui n'est pas un roman ainsi que nous en prévient la couverture, nous raconte la vie du soldat Sajer entre son incorporation en novembre 1942 et sa captivité lors de la débâcle en 1945. La narration des combats est particulièrement poignante qu'il s'agisse d'un coup de main de patrouilles dans les lignes ennemies ou d'une offensive générale dans un accompagnement infernal de l'artillerie. Les 3 morceaux de bravoure en sont Bielgorod, le passage du Dnièpr et, enfin, Memel. Là, les combats connaissent une âpreté farouche : les Allemands défendent leur propre sol.

Cette armée allemande, harcelée depuis le début par des partisans que Sajer dit être nombreux (p. 34), épuisée par les violents combats qu'elle a connus, dépourvue de matériel et d'appui (l'aviation se fait de plus en plus rare), cette armée allemande s'effrite mais ne craque pas : il faut attendre avril 1945 pour voir des Allemands se rendre sans lutte (p. 534).

Ce combat est raconté par Sajer, dans son contexte. Ainsi, il nous montre l'hostilité des Ukrainiens vis-à-vis des bolcheviques (p. 125), la fuite éperdue des civils devant la marée rouge (p. 225). Il nous fait savoir que les partisans n'appliquaient pas souvent les lois de la guerre ; que les prisonniers des Allemands étaient mal nourris, que tous détrous-

seurs de cadavres allemands étaient exécutés sur-le-champ (p. 149).

Sajer nous rappelle, enfin, que la population civile allemande n'a pas flanché malgré les nombreux bombardements aériens des villes. La supériorité du matériel est, à partir du printemps 1943, anglo-saxonne : ainsi, quasi impunément, 1.100 avions alliés viennent dévaster Berlin en plein jour et provoquent 22.000 morts (p. 185).

Sajer, donc, nous a conté sans fard les grandeurs, les vicissitudes, les dangers et les amitiés viriles de sa vie de combattant. Nous le suivons dans la débâcle, dans la retraite, dans les embûches. Il combat ; il ne philosophe pas. Malgré les difficultés qu'il a traversées, malgré le contexte défavorable à sa cause qui règne depuis 20 ans, Sajer n'est pas aigri et ne cache pas qu'il n'a pas changé. La défaite n'a pas ébranlé ses convictions. N'écrit-il pas (page 121), « Hitler, lui, au moins bénéficie du doute puisqu'il n'a pas eu l'occasion d'établir ces lendemains de victoire. Tandis que les autres [les grands dirigeants de ce monde] ...au nom d'une évolution éducatrice, ont laissé aux primates du globe l'occasion d'allumer un peu partout des incendies menaçants, ces autres-là peuvent être jugés ». « Des commerçants... vendent à présent les blancs aux nègres ! » et enfin « Hitler et Mussolini... ..dire non aux vieilles convenances. A tous les potentats : industriels, franc-maçons, juifs ou culs-bénits ».

Si vous aimez le courage, si vous respectez l'honneur, si vous appréciez la camaraderie et si vous voulez connaître le soldat du III^e Reich sur le front oriental, n'hésitez pas : lisez le « Soldat Oublié ».

Yann BEUZEC

« Cinquante années de communisme », de Suzanne LABIN (Berger-Levrault).

A l'occasion du cinquantenaire de la Révolution d'octobre, parmi le concert de congratulations et de félicitations, un petit opuscule de 90 pages est paru. L'auteur ? Suzanne Labin, qui connaît très bien son sujet. Cet écrit, bourré de chiffres et de faits irréfutables, est de la dynamite. Il démasque le communisme ; il montre ce qu'est réellement cette idéologie. En 90 pages l'auteur démystifie le marxisme.

Suzanne Labin rappelle, ce qu'on oublie trop souvent, que le communisme n'a pas en novembre 1917 écrasé le tsa-

risme mais bien un régime social-démocrate pour la simple raison que depuis février 1917, le tsar avait perdu le pouvoir. Donc premier mensonge : le communisme n'a pas renversé une autocratie réactionnaire.

La partie la plus étonnante de ce volume est le dyptique où l'auteur montre d'abord « ce que le communisme a promis et n'a pas fait » puis ce qu'il « a fait et n'a pas promis ».

Le communisme promet la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme ? Il institue des livrets de travail, il interdit la grève, il met les syndicats à la botte du Parti, il flatte les stakhanoristes, véritables bêtes de somme. M^{me} Labin prouve, chiffres en main, que le degré d'exploitation conçu par K. Marx est 600 % en URSS soit 2 fois plus que ce que les communistes ont jamais imputé au capitalisme. Avec son salaire, l'ouvrier soviétique peut s'offrir 4 fois moins de produits que son homologue occidental. Le parti a imposé la collectivisation de la terre.

Le communisme promet la disparition des classes sociales ? Le rapport du revenu moyen d'un patron d'usine soviétique à celui d'un ouvrier est de 15 à 1 : 2 fois plus grand qu'aux Etats-Unis.

Il promet une économie planifiée ? Les statistiques sont falsifiées. Il y a du chômage. Le marché noir est courant. Le gaspillage est extraordinaire : « la production invendue atteint, en 1966, la valeur de 3 milliards de dollars, c'est-à-dire plus que les pertes totales subies aux USA lors de la grande dépression 1929-1933 » (p. 17).

Le communisme promet une production et une productivité supérieures à celles du capitalisme ? L'URSS, grenier à blé autrefois, en achète aux capitalistes. Les cartes de rationnement pour la farine ne sont supprimées que depuis un an. Un kolkhozien nourrit mal 6 personnes ; un farmer en nourrit bien 5 fois plus. Le bétail a diminué de presque 1/3 depuis le tsarisme. La valeur produite par heure de travail y augmente de 1,3 % tandis, qu'aux USA c'est de 2,4 %. L'industrialisation avait commencé en Russie dès 1880 : il est faux de croire qu'elle est l'œuvre des bolcheviks.

Le communisme promet la Culture ? Il est faux de penser qu'il a institué l'enseignement obligatoire, décrété avant son arrivée au pouvoir. La censure y est totale. Les intellectuels sont mis au pas par la prison ou l'asile (ex. : Daniel et Siniavsky).

Le communisme promet la démocratie ? C'est le parti unique, le candidat unique, le monopole de la presse, de l'édition et des moyens audio-visuels. C'est l'institution des « passeports intérieurs ».

Le communisme prône l'autodétermination des Peuples ?

C'est Budapest et le Tibet. C'est la reconquête, manu militari, de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan. C'est l'annexion de la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie.

Le communisme déclare que le capitalisme engendre l'impérialisme et l'interventionnisme ? Il intervient à Prague (février 1948) ou à Bucarest. Il ensanglante la Grèce, la Malaisie, l'Indochine, les Philippines, la Corée, etc..., etc...

Sans le promettre, le communisme a créé un odieux travail forcé, des camps de concentration, des déportations en masse. Il a engendré le génocide de nations entières (ex. : les Tcherkènes) ou de l'ensemble d'une classe sociale (ex. : Koulaks). Il a institué des purges tristement célèbres, il a généralisé la torture. Il a broyé toute personnalité de l'être humain au point que les accusés renchérissent sur leurs procureurs et s'avalissent. Il a sécrété une police politique abominable ; le nom peut changer (Tchéka, Guépéou, NKVD ou MVD), le fait se perpétue. Le paradis y étant si infernal que c'est la fuite vers le Monde Libre. (Pour la seule Allemagne Orientale : 4 millions de réfugiés). Le bloc communiste est une immense prison dont les symboles sont le Rideau de Fer et le Mur de la Honte.

Dans une 3^e partie, l'auteur démonte les pièges de la « coexistence pacifique » et prouve que cette coexistence est un mythe. Utilisant un exemple d'une brûlante actualité, le Vietnam, M^{me} Labin rappelle que l'agresseur au Sud ne sont pas les Etats-Unis mais bien le communisme. Elle fait remarquer qu'entre 1955 et 1962 (année de l'intervention américaine) il y a eu près de 20.000 attentats individuels au Sud-Vietnam causés par les Vietcongs ; qu'en outre, ce terrorisme était en progression constante. Donc le Vietcong n'est pas un mouvement d'indépendance mais un bourgeon du communisme international.

Il n'est pas étonnant qu'à l'heure des bilans (p. 44), M^{me} Labin écrive que la terreur communiste a tué « depuis 1917, 45 millions d'innocentes victimes ». « A ce résultat, il faut encore ajouter, 45 autres millions de morts causés directement par le communisme, notamment 10 millions pendant la guerre civile russe (1918-1920), 20 millions pendant la guerre civile chinoise (1927-1949), 6 millions pendant la « famine artificiellement créée par Staline » en Russie en 1931, suite à la collectivisation forcée., etc..., etc... »

Il n'est pas surprenant que l'auteur affirme, p. 55, que « le meilleur allié de l'impérialisme soviétique est l'intellectuel libéral qui ne croit pas à l'impérialisme soviétique ».

Il n'est pas paradoxal que Suzanne Labin prétende (p. 84), que le seul domaine « où le bilan de 50 ans de communisme est hautement positif, est le fantastique succès de sa propa-

gande... Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire d'une opposition si radicale entre la réalité et le mythe, et d'une croyance si répandue dans le mythe ».

Pour conclure, j'ajouterai que tout lecteur de « Défense de l'Occident » se doit de lire cet ouvrage, de le faire lire et connaître. Bien mieux, étant donné son prix (5 F), tout le monde doit l'avoir dans sa bibliothèque.

Yann BEUZEC

LARTEGUY « Les Guérilleros », Solar.

Le livre de Lartéguy est un reportage sur l'action des guérillas en Amérique Latine, illustrée par la mort de Che Guevara, et sur la lutte antisubversion menée par les Forces Spéciales (Bérets Verts) américaines et leurs homologues latino-américains.

Bien que mené avec un grand luxe de moyens, ce reportage laisse le lecteur sur sa faim.

Les origines de la guérilla, son fonctionnement, ses appuis, tout cela n'est que bien superficiellement exposé par Lartéguy, dont les jugements sont, par ailleurs, fort sujets à caution.

Ainsi, après avoir présenté un tableau apocalyptique des tares et des atrocités de l'« Oligarquia » et de ses soutiens militaires, il est forcé de reconnaître que les armées Sud-Américaines ne sont absolument plus comparables aux armées d'opérette de jadis et sont favorablement considérées par les paysans.

Lartéguy ne parle jamais de la 3^e voie existante en Amérique Latine, entre l'oligarchie pro-US et le communocastisme. Le péronisme vit pourtant toujours, le mouvement de Rojas Pinillas ne cesse de croître en Colombie, l'Union Nationale d'Odria fait de même au Pérou.

Un peu partout, des nationalistes latino-américains s'efforcent de libérer leur pays de l'emprise US, sans tomber pour cela dans le communisme.

Une autre erreur du livre de Lartéguy est que celui-ci a travaillé exclusivement pour l'actualité, à savoir la Bolivie, Régis Debray et Guevara, et qu'il n'a recueilli presque aucun renseignement sur cette affaire, ce qui désorganise l'économie de l'ouvrage.

— Le livre de Lartéguy est assez agréable à lire et ne déçoit pas le lecteur peu au fait des choses latino-américaines. Mais quand on connaît les moyens mis en œuvre pour réaliser « Les guérilleros », on ne peut que s'étonner du manque de fond de ce livre.

F. DUPRAT

André BRISSAUD, « 1918, Pourquoi la victoire », Plon.

Le dernier livre de l'excellent auteur de « La dernière année de Vichy » et « Pétain à Sigmaringen » est totalement différent du style de ses autres ouvrages.

Il se présente essentiellement comme une synthèse de mémoires publiés par les acteurs du grand drame de la guerre mondiale. Il est visiblement très inspiré de la collection « il y a toujours un reporter » et a le mérite de présenter au lecteur novice un tableau assez exhaustif de la victoire de 1918.

Malheureusement la présentation des personnages, acteurs du drame, est vraiment trop sommaire, ce qui est contradictoire puisque les lecteurs ayant une solide culture historique auront déjà lu une grande partie des documents présentés, et que les lecteurs moins avertis ne disposeront que de renseignements insuffisants.

En bref, un livre agréable à lire, bien présenté et organisé, mais nettement moins important que les deux premiers ouvrages de son auteur.

F. DUPRAT

MARCEAU, « La Grèce des Colonels », Julliard.

Comme tous les livres écrits à toute vitesse pour répondre aux exigences de l'actualité, « La Grèce des Colonels » est affublée d'un titre qui s'apparente à une sorte d'escroquerie. Il n'y a pas 3 pages en effet sur le « Pattakistan » (du surnom humoristique de la Grèce depuis la prise du pouvoir par le général Pattanos et les colonels).

Marceau, par contre, présente un tableau extrêmement valable et intéressant de la Grèce d'avant les colonels.

Il montre la lente dégradation de l'état, l'effarant pourrissement du parlementarisme grec, la montée des pro-communistes de l'EDA. Sa description, sans complaisance, d'Andreas Papaandréou, espèce de sous-démagogue progressiste, est une excellente défense (sans le vouloir, peut-on penser...) du coup de force du 21 avril 1967.

La Révolution Nationale Grecque voit sa légitimité amplement démontrée par la malfaisance et la totale corruption des tenants du régime déchu.

L'efficacité de la junte est mise en évidence par la réussite de son coup de force, mené pourtant avec des moyens très faibles.

Mais à la différence de Challe, en ce jour anniversaire du lamentable échec de 1961 à Alger, les nationalistes grecs ne font, eux, aucune des erreurs du pitoyable général français. Sachant qu'ils risquent leur tête, ils vont jusqu'au bout et « convainquent » leurs supérieurs le revolver au poing [ils feront encore mieux, lors du coup d'état royal du 13 décembre, en jetant en prison leurs supérieurs royalistes, sans aucun respect superflu des hiérarchies militaires]. Marceau (qui, par moments, paraît redevenir Marc Pobanz, chef des jeunesses francistes...) voit de fortes chances de succès pour les colonels, s'ils s'appuient sur le peuple, face à une oligarchie stupide et avide. C'est bien ce que fait le régime nationaliste d'Athènes. Le livre de Marceau montre que la « Grèce est bien partie ».

F. DUPRAT

« **Wernher Von Braun et l'Épopée Cosmique, Six jours jusqu'à la lune** », Karl Heinz SCHONHERR, Feux de l'Histoire, Editions ALSATIA.

Le livre de l'Allemand Schönherr est plus qu'une biographie du créateur des V2 et du directeur du projet Apollo. C'est, surtout, une rétrospective de la Course à l'espace, obstinément poursuivie sous l'Allemagne de Weimar, le III^e Reich ou les USA d'Eisenhower et de Johnson, par Von Braun. On ne peut pas dire que Schönherr apporte des révélations particulières sur cette course spatiale et la partie « américaine » du livre est, de beaucoup, la moins intéressante. La partie « allemande » et, singulièrement la partie traitant des recherches spatiales dans l'Allemagne nationale socialiste, est infiniment plus valable.

Schönherr, pourtant bon démocrate et antinazi, dégonfle certaines baudruches à propos des soi-disantes entraves apportées par le Führer à la création des fusées A4 (les futures V2). En réalité, par un barrage fréquent sous tous les régimes, Hitler n'avait même pas été informé des progrès en matière de fusée de l'équipe du général Dornberger (Supérieur hiérarchique de Von Braun), Schönherr montre fort clairement ses réactions lorsqu'une conférence permit aux chefs du programme des fusées de lui exposer les mérites de leur intervention.

D'abord un jugement sur les compétences du Führer :

« Il n'est pas possible que cet homme qui possède un sens si aigu, si étonnant de la technique des armes, demeure froid et indifférent en présence de la démonstration complète qu'ils [Dornberger et von Braun] comptent lui offrir ».

Ensuite une réaction surprenante sur le danger de ces armes nouvelles :

« Pourquoi n'ai-je pas pu croire plus tôt au succès de vos travaux ? Si nous avions eu ces fusées dès 1939, on n'en serait pas arrivé à la guerre ! Maintenant déjà, et pour l'avenir, l'Europe et le monde sont trop petits pour des guerres. Avec de telles armes, la guerre deviendra insoutenable pour l'humanité... »

Finalement l'auteur indique que les réactions du Führer furent tout à fait positives :

« Par ailleurs, j'ordonne que ce projet figure dès maintenant en tête de liste de toutes les autres urgences. »

Grâce aux ordres énergiques du Führer, le programme des fusées put être poussé à fond, malgré les constants bombardements alliés. Mais il n'était pas possible d'obtenir en un si bref délai (juillet 43-avril 45) des résultats suffisants pour enrayer l'avance des ennemis de l'Allemagne.

— Si Schönherr donne des indications sûres sur l'attitude d'Hitler face aux fusées, il multiplie les erreurs et les interprétations abusives à propos du rôle des SS. Faire du SS Obergruppenführer Dr. Kammler un frein pour la recherche (après sa prise de commandement d'août 1944) est une erreur manifeste. En réalité, Kammler, excellent organisateur, fit accomplir de grands progrès à la recherche et, surtout, à la fabrication des armes V. La SS, loin de freiner la poursuite des expériences du centre de Peenemünde, s'efforça par tous les moyens de les accélérer. L'opposition entre Wehrmacht et SS fut seule responsable de certains grippages, d'ailleurs assez mineurs.

En résumé le livre de Schönherr est clair, assez complet et intéressant. A lire, par conséquence.

« Mirage contre Mig », BEN et DAN, Editions Robert LAFONT.

Deux auteurs israéliens, correspondants de journaux de Tel-Aviv en France, prétendent raconter dans ce livre la victoire de l'aviation israélienne sur les aviations des pays arabes. Le moins que l'on puisse dire est que leur récit n'a que de très lointains rapports avec la réalité. En particulier,

BEN et DAN esquivent le fait du « Pearl-Harbor » aérien subi par l'Égypte, qui explique, seul, cette victoire. Ils sont aussi très peu loquaces sur le dispositif d'espionnage israélien (le Shin-Beth) et ses responsabilités dans les succès remportés. Le récit est fait d'un ton épique, avec d'un côté les « Bons », les vrais pilotes, la Race des Seigneurs (les Israéliens), de l'autre les « Mauvais », les pilotes nuls, les sous-hommes, les Arabes. Ce manichéisme primaire et stupide domine ce nouveau livre sur la « Guerre des Six Jours ».

Quant aux phases antérieures, décrites par les auteurs, elles sont truffées de contre-vérités manifestes. Sous-estimation voulue du potentiel israélien en 1948, 1956 et 1967, spécialement.

Bref un nouvel ouvrage de propagande sioniste de plus.

Le
sion
à l'a
grand
apen
trouv
douz
de la
géné
parun
sang
lutte
depuis
pu vo
de ch
canto
un gr
tant v
près
champ
décou
sous
Les
donné
maréc
laboré
macht

L'erreur judiciaire de Marzabotto

Le 12 septembre 1944, le commandant de la 20^e division aérienne, le général Crisolti, roulait dans sa voiture à l'arrière du front allemand en Italie centrale sur la grande route de Pistoia à Bologne à travers la chaîne apennienne d'Etrurie. Tout à coup, un tronc d'arbre se trouva en travers de la route. Le conducteur stoppa. Une douzaine de civils en armes surgirent des deux côtés de la route et firent feu sur la voiture découverte, le général et son chauffeur furent tués. Les assaillants disparurent aussitôt. Les deux victimes étaient couvertes de sang et moururent une heure plus tard. Incident de la lutte des partisans. C'était le dixième dans la région depuis trois semaines. Au milieu du mois d'août, on avait pu voir en plein jour une patrouille de la 16^e division de chars circulant sans armes à deux cents mètres du cantonnement de la division être attaquée et abattue par un groupe de civils. Trois jours plus tard, un camion portant vingt hommes de la même division avait été stoppé près du village de Sardine et les soldats abattus sur-le-champ. Trois seulement survécurent : leurs camarades les découvrirent une demi-heure plus tard grièvement blessés sous les corps entassés des autres.

Les partisans appliquaient l'ordre qui leur avait été donné par radio au début du mois de juin 1944 par le maréchal Badoglio (qui, quelques mois plus tôt, avait collaboré loyalement avec les autres généraux de la Wehrmacht) : « Attaquez les commandos allemands et les

petits groupes et unités isolées. Tuez les Allemands en les attaquant dans le dos pour leur enlever leurs armes et organiser de nouveaux attentats ».

Le territoire dans lequel se déroulaient ces événements était sous le commandement du chef de partisans Musolesi qu'on appelait Lupo, le loup. Son groupe de partisans avait le nom de brigade *Etoile Rouge*. Musolesi était un ancien sous-officier de l'armée italienne. Sa sœur, qui appartenait également au même groupe, Bruna Musolesi, écrit dans un rapport qui fut publié après la guerre : « En septembre 1944, nos attaques contre les Allemands et les ripostes des Allemands devinrent de plus en plus vives et sanglantes. Sur les deux grandes routes de la région, nos camarades réalisaient chaque jour des actions de sabotage et attaquaient sans cesse les camions, les autobus et les véhicules de transport des Allemands et des fascistes ».

Comme ces agressions continuelles à l'arrière du front devenaient chaque semaine de plus en plus gênantes en raison de l'offensive américaine, le feld maréchal Kesselring donna l'ordre d'engager une opération pour détruire le groupe de civils qui, sous le nom de brigade *Etoile Rouge*, combattait d'une manière illégale, clandestine et contraire aux lois de la guerre sur les arrières du front. L'exécution de cet ordre fut confiée au major Reder et à sa patrouille de panzers appartenant à la 16^e division de chars.

Le 20 septembre, Reder se mit en marche avec ses troupes. Lupo et son groupe avaient appris la date et l'effectif des forces engagées par une information écrite transmise par un prêtre, don Fornasini, qui, selon un récit du biographe des groupes de partisans Sechia-Longo, était en contact avec la sœur de Lupo et était chargé du service d'information du groupe. Des femmes et des enfants étaient employés à leur insu comme courriers. On peut lire, en outre, dans la *Domenica del corriere* du 27 septembre 1964 un récit dans lequel on nous raconte comment certains des partisans, déguisés en sœurs de la Croix Rouge, cachaient sous les uniformes réglementaires du Service de la Santé les armes avec lesquelles ils parti-

cipaie
ment
gné su
à sa c
ferme
en for

Mal
compt
fut ac
patrou
rante
fut dé

Tels
ces év
dans l
pétuité
« civil
contre
tenu en
au Dro
tion de

Il n'
unique
tater c
obscur
tère sc
matière
juridiqu
Marzab
livre de
procès
à Würz
de Wol
été pub
tional c
profess
l'affaire
Greil, L
anglais

cipaient aux attaques. Lupo connaissait donc parfaitement la date de l'opération et il était exactement renseigné sur les forces assez limitées que le major Reder avait à sa disposition. Il les attendait dans des cabanes et des fermes isolées ou dans des hameaux qu'il avait convertis en fortins.

Malgré toutes ces précautions, Lupo n'avait pas tenu compte de la combativité des hommes de Reder. La lutte fut acharnée, mais elle se termina par la victoire de la patrouille allemande. Celle-ci eut vingt-quatre tués, quarante blessés et six disparus. Mais le groupe *Etoile Rouge* fut détruit et Lupo fut au nombre des morts.

Tels sont les faits. Aujourd'hui, vingt-trois ans après ces événements, le major Reder est encore prisonnier dans la forteresse de Gaète, condamné à la prison à perpétuité par un tribunal militaire italien pour meurtre de « civils », en particulier à l'occasion du combat engagé contre le groupe *Etoile Rouge* : le major Reder est maintenu en prison contrairement à tout droit, en particulier au Droit international et aux stipulations de la Convention de Genève signée par l'Italie.

Il n'y a pas lieu d'évoquer cette affaire en se plaçant uniquement sur le terrain du Droit. Bornons-nous à constater que, sur l'affaire elle-même, il n'y a plus aucune obscurité depuis la publication d'une enquête de caractère scientifique publiée par Wolfgang Kunz, qui fut la matière d'une thèse de Doctorat, dans laquelle les aspects juridiques et les points de fait soulevés par l'affaire de Marzabotto sont étudiés avec le plus grand scrupule (le livre de Wolfgang Kunz, *Der fall Marzabotto*, analyse d'un procès pour crime de guerre, a paru à la Holzner Verlag, à Würzbourg). La rigueur scientifique de la brochure de Wolfgang Kunz est confirmée par le fait qu'elle a été publiée par les *Cahiers de l'Institut de Droit international de l'Université de Würzbourg* sous la direction du professeur Friedrich Von der Heydt. Il existe aussi sur l'affaire de Marzabotto une autre brochure de Lothar Greil, *Le mensonge de Marzabotto*, préfacé par le juriste anglais F.J.P. Veale.

Voici la conclusion qui se dégage clairement de ces diverses enquêtes. Après la guerre, pour des raisons de politique et de propagande, les communistes italiens créèrent la légende du groupe de partisans *Etoile Rouge*. Au centre de cette légende et sous un magnifique éclairage, se tiennent le chef de groupe Lupo et la petite ville de Marzabotto. Marzabotto devint dès lors le Lidice italien et le major Reder devait être nécessairement sacrifié à cette légende indispensable. Reder, bien qu'il eût été grièvement blessé pendant la guerre, fut, après l'armistice, réclamé comme criminel de guerre par les Italiens. Les Américains refusèrent tout d'abord son extradition. Toutefois, ils finirent par remettre Reder en 1947 aux autorités britanniques en se fondant sur le fait que Reder était d'origine autrichienne, bien qu'il fût de nationalité allemande. Les Anglais firent une enquête sur les griefs des Italiens, ne les trouvèrent pas fondés suffisamment pour un procès et, toutefois, en 1948, après des démarches diplomatiques pressantes du gouvernement italien sous l'influence des communistes, ils finirent par remettre Reder aux autorités italiennes.

Comme le prouve d'une façon très claire l'enquête de Wolfgang Künz, les autorités italiennes furent incapables de réunir les éléments d'un acte d'accusation pendant plus de trois ans et demi : mais ils organisèrent tout de même un procès. L'accusation se procura auprès des Services secrets français le rapport d'un déserteur qui avait été enfermé autrefois dans les prisons françaises, elle y ajouta un récit provenant des partisans italiens et c'est avec ce matériel succinct qu'elle se présenta en 1951 devant le tribunal militaire de Bologne. Les griefs imputés au major Reder étaient les suivants : exécution massive de civils, meurtre d'enfants, assassinat de population civile par incendie. En somme, on soutenait que Reder s'était conduit à Marzabotto à peu près comme un lansquenet du XIII^e siècle. Il y eut dans les rues de Bologne devant le bâtiment du tribunal des manifestations d'anciens partisans. La presse communiste exigea en commentaires furieux la tête du « monstre de Marzabotto ». Mais ces pressions ne parvinrent pas toutefois à arracher au tri-

bunal militaire une condamnation à mort, bien qu'une telle condamnation résultât directement des griefs formulés dans l'acte d'accusation. Reder fut seulement condamné à l'emprisonnement à vie par le tribunal « en raison des pertes causées à la population civile dans la zone de Marzabotto dans les journées des 29 et 30 septembre 1944 » et « en raison des incendies et des destructions causés à des fermes et hameaux, ainsi que des dommages infligés à la population civile italienne ».

Le représentant du ministère public avait accusé Reder d'avoir ordonné des exécutions massives et des massacres. La défense réussit à apporter la preuve non seulement que Reder n'avait donné aucun ordre de ce genre, mais qu'en outre aucun des actes énumérés dans l'acte d'accusation n'avait été commis par l'unité placée sous ses ordres. Le tribunal le déclara expressément acquitté au titre de ces derniers griefs. Des cinq griefs de l'acte d'accusation, les trois plus graves s'écroulèrent donc devant les preuves apportées par la défense, bien que des obstacles continuels et incroyables aient été opposés constamment aux défenseurs du major Reder. Le tribunal rendit son verdict en s'appuyant sur des griefs d'ordre très général et purement formels. Le major Reder fut en réalité la victime d'une situation politique, car, en 1951, aucun tribunal ne pouvait avoir l'audace de détruire la légende mensongère de Marzabotto et de clore le procès de Reder par un acquittement.

En réalité, Reder n'a jamais mis les pieds à Marzabotto. Son unité n'était pas stationnée à Marzabotto. Il n'y a eu absolument aucun combat à Marzabotto. Quant aux fermes et hameaux qui dépendaient du territoire communal de Marzabotto et qui ont été endommagés, les dommages qu'ils ont subis ont été causés purement et simplement par le combat qui a eu lieu entre les chars du major et le groupe de partisans *Etoile Rouge*. On reprochait à Reder d'avoir fait massacrer deux cent soixante-dix victimes civiles : or, les victimes appartenaient presque toutes au groupe de partisans qui combattait contre son unité sous le commandement de Lupo et seul un très petit nombre des victimes étaient des habitants inno-

cents des fermes et des hameaux qui se trouvaient dans le champ des opérations.

L'acte d'accusation déclarait que Reder avait fait fusiller sur le territoire de la commune de Marzabotto 1800 civils. Le tribunal ayant examiné cette accusation déclara Reder acquitté au titre de ce grief. Sur les différents autres points importants de l'acte d'accusation, le major Reder fut acquitté également parce que l'accusation ne put apporter aucune preuve à l'appui de ses allégations. On ne retint contre Reder que les ordres donnés pendant le combat contre les membres du commando *Etoile Rouge* dont on prétendait qu'il avait ordonné l'exécution sur place. Le seul témoignage produit pour ce fait était une déclaration écrite du déserteur Legoli, un alsacien-lorrain qui appartenait à l'unité de Reder mais qui ne parut pas personnellement comme témoin devant le tribunal. L'accusation fournit seulement un résumé établi par les services français du 5^e bureau, accompagné d'une déclaration de Legoli. Le tribunal dut se contenter de ce document. L'affaire Reder, à ce titre, ne serait pas autre chose qu'un des multiples jugements politiques prononcés sous l'étiquette de crime de guerre, s'il ne s'était pas passé depuis lors des événements qui mettent scandaleusement en évidence la responsabilité du gouvernement allemand lui-même, et son inertie chaque fois qu'il s'agit de ce genre de procès.

*
**

Il y a quelques semaines, l'avocat autrichien de Reder renouvela une demande de grâce auprès du Président de la République italienne. Conformément au Droit italien qui exige qu'une demande de grâce soit soumise à l'examen des victimes, l'avocat se mit en demeure de soumettre la demande de grâce de son client à l'examen de la municipalité de Marzabotto. Ce qui suivit dans la presse et la radio allemande est absolument stupéfiant. Contrairement à la vérité et contrairement aux faits, contrairement au jugement prononcé par le tribunal militaire lui-même, contrairement à l'examen le plus superficiel des

faits, la thèse communiste sur les « crimes de guerre » du major Reder fut reprise sans la moindre nuance par les principaux journaux allemands. On vit ressortir à cette occasion le mensonge des dix-huit cents exécutions civiles. A la télévision allemande, on donna même la parole à des témoins italiens qui vinrent raconter devant le poste d'enregistrement les mensonges les plus éhontés. Une femme vint dire qu'elle avait été violée à Marzabotto par Reder en personne. Un homme déclara qu'il avait vu Reder abattre à coups de mitraillette des femmes et des enfants sur les marches de l'Eglise de Marzabotto. Naturellement, il y avait en bonne place dans ce récit un nourrisson dans les bras de sa mère. Tout cela, quoique la preuve ait été apportée au tribunal et inscrite dans le jugement que Reder n'avait jamais mis les pieds à Marzabotto et qu'il n'y avait eu ni engagement ni combat à l'intérieur de Marzabotto. Que les Italiens soient encore aujourd'hui pour des raisons politiques dans l'incapacité de dénouer une erreur judiciaire flagrante est plus que regrettable, mais il existe toujours en effet des considérations politiques qui rendent impossible la libération du major Reder. Il faudrait renoncer à la légende d'un Lidice italien si l'on finissait par comprendre que ni Reder ni aucun de ses soldats ne sont responsables des destructions et des meurtres, dont une bonne partie furent exécutés après la défaite allemande par les communistes et les antifascistes italiens. Que les Italiens pour des raisons politiques tiennent absolument à maintenir cette légende, c'est une chose dont l'explication est malheureusement toute naturelle. Mais que la radio allemande, vingt-deux ans après la guerre, au lieu de rechercher la vérité, s'attache surtout à fournir en pâture à l'opinion un nouvel exemple de cruauté furieuse, est proprement stupéfiant.

Le major Reder a été autorisé à donner à un représentant de la télévision italienne des indications permettant de réaliser une reconstitution de l'affaire de Marzabotto. Toutefois, le film n'a jamais pu être projeté à Marzabotto dans sa version originale. On a été obligé de le censurer et on dut sacrifier à cette occasion tous les passages dans

lesquels Reder donnait des précisions sur la manière dont avait été conduite l'opération contre les partisans et, en particulier, les passages où il précisait que les opérations militaires s'étaient déroulées en pleine campagne à l'extérieur de Marzabotto et que la localité n'avait pu être endommagée à cette occasion par les troupes allemandes. Le maire communiste de Marzabotto l'emporta donc sur la télévision italienne. Mais qu'il ait pu faire triompher son point de vue auprès de la télévision allemande est tout de même encore plus saisissant.

Que les Italiens qui sont nos alliés au sein de l'Alliance Atlantique ne puissent éviter de se conduire comme ils le font dans l'affaire Reder en raison des pressions politiques que le Parti communiste exerce sur eux, c'est simplement un fait qu'on ne peut considérer qu'avec tristesse. Mais que la presse et la radio allemandes se rangent à cette thèse sans aucune espèce de vérification, qu'elles négligent à cet égard le devoir élémentaire du journalisme et de l'information, qu'elles méprisent la recherche de la vérité, c'est un sujet de réflexion encore plus grave. Le major Reder est actuellement en prison contrairement à tout droit. Le jugement prononcé contre lui viole les principes du droit des peuples et le texte même de la Convention de Genève principalement la troisième et la quatrième convention signées pendant l'année 1949. Quelles protestations l'opinion publique, si prompt à s'émouvoir en d'autres domaines, a-t-elle fait entendre sur ce cas particulier ? Où sont les cris des étudiants et les manifestes des intellectuels, les protestations des libéraux contre cette erreur judiciaire et cette négation du droit ? Est-ce qu'on est exclu du domaine des hommes qui ont droit à la justice lorsqu'on est un officier grièvement blessé au service de son pays ?

* * *

L'ASSOCIATION DES « AMIS DE
ROBERT BRASILLACH »

Il y aura vingt ans cette année que notre président, M. Pierre Favre, a fondé, à Lausanne, l'

Association des Amis de Robert Brasillach, qui s'est vouée au service de l'œuvre et du souvenir d'un des plus grands écrivains et poètes de la France contemporaine.

Pierre Favre et ses amis ne voulaient pas que tant de pages admirables demeurent inconnues de la génération montante, victimes de la consigne du silence.

« Nous ne voulions pas qu'on oublie Robert Brasillach et son attitude devant la mort ».

Nous savions que, peu à peu, si nous y aidions, le voile se lèverait, que l'homme et l'œuvre reprendraient leur place parmi les premières, que Robert Brasillach susciterait, par delà les opinions et prises de position sur un moment de la vie française, un front de l'amitié.

La réédition de précieux volumes, longtemps introuvables, l'adhésion d'un millier d'amis de Robert Brasillach venus de tous les pays, représentant des idéaux divers, la réunion de documents, témoignages et souvenirs, nous ont donné raison : Robert Brasillach, vivant et présent, continue à enrichir spirituellement la génération dont il fut le témoin et celle qui fait la relève.

L'Association a déjà publié dix substantiels *Cahiers des Amis de Robert Brasillach*, de haute valeur littéraire, qui rassemblent une abondante et précieuse documentation et font connaître et aimer l'auteur des « Poèmes de Fresnes » ; ils maintiennent la flamme de la fraternité et les feux de l'espoir.

L'Association publie un bulletin trimestriel assurant la liaison entre ses membres. Un spécimen est à disposition.

Pour le XX^e anniversaire de la mort de l'auteur de « Notre Avant-guerre », une centaine d'écrivains de talent, répondant à l'appel de notre président, ont permis la réalisation d'un beau livre de 400 pages rendant *Hommage à Robert Brasillach*.

Le dépôt de ce volume pour la France avait été confié à notre ami François Bainsillon, dont le dévouement et les sages conseils nous ont été précieux, mais le nombre des demandes nous a amené à créer un second dépôt dont j'assure la gestion. Vous pouvez me passer directement toute commande qui vous sera servie immédiatement franco de port (1).

Mais c'est surtout *de votre adhésion* que nous avons besoin, car nous ne sommes pas encore assez nombreux pour réaliser les vœux de tous ceux qui nous aident et je voudrais apporter à notre fondateur, pour ce vingtième anniversaire, la relève nécessaire à l'épanouissement de sa merveilleuse entreprise et lui exprimer avec vous la reconnaissance de tant de Français auxquels il a su rendre l'espérance et la foi en leur patrie.

Je me réjouis donc de noter votre inscription et vous assure de tout mon dévouement à l'œuvre et au souvenir de Robert Brasillach.

L. LEGASTELOIS.

(1) Le prix du volume est de 20 F.

Bulletin à détacher et à renvoyer à
 M^{me} L. Legastelois, 13, rue des Montibœufs,
 PARIS (20^e)

- * *J'adhère* aux Amis de Robert Brasillach et attends la formule d'inscription (cotisation : 18 F).
- * Veuillez me rendre visite pour me documenter sur l'Association.
- * Je verse F à votre compte de chèques postaux 9245.65, Paris.
- * Souligner s.v.p. la (ou les) mention (s) qui vous concerne (nt).

Nom Prénom

Adresse

A le 1968

les cahiers de
LA LANTERNE

présentent

**UN CERTAIN MONSIEUR
DRUMONT**

l'auteur de la « FRANCE JUIVE »

vu par les meilleurs écrivains et polémistes d'hier
et d'aujourd'hui :

BARDECHE - BRASILLACH - BRIGNEAU - LEON DAUDET -
MABIRE - ARTHUR MEYER - PLONCARD D'ASSAC -
JACQUES PERRET - XAVIER VALLAT - SAINT-PAULIEN -
HENRY COSTON - D'ASTIER DE LA VIGERIE, etc...

° Ouvrage agrémenté d'une iconographie jamais réunie!

Bulletin de souscription (A découper ou à recopier)

Ci-joint la somme de 27 F + 3 F (frais d'envoi)
en (1) mandat, (1) chèque, ou (1) virement postal trois volets
au nom des Cahiers de LA LANTERNE, 103, rue de Rennes,
Paris-VI^e - CCP 11.542-59 Paris.

NOM

ADRESSE

DATE ET SIGNATURE

(1) Rayer la mention inutile.

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux
N° D'IMPRIMEUR : 789